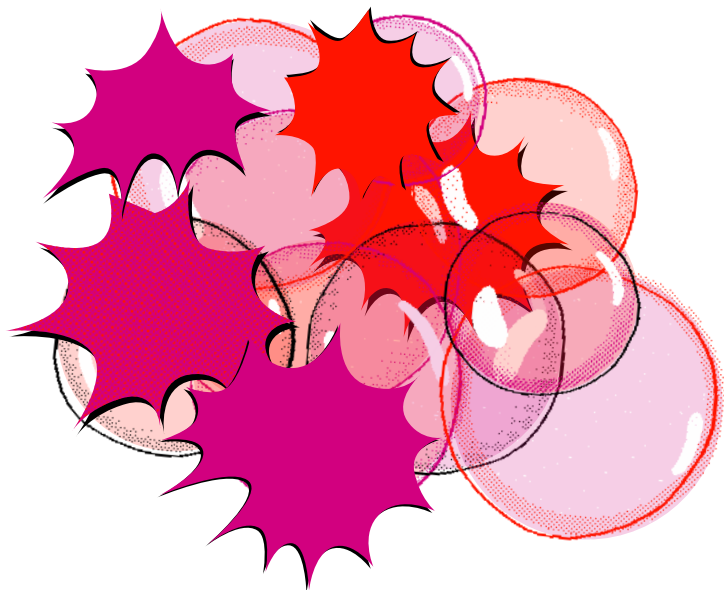


**ROSA LUXEMBURG STIFTUNG**



# **LA MEILLEURE DES ÉCONOMIES**

**Économie verte :  
mythes et réalité**

**luxemburg argumente**

Arrêt du réchauffement climatique et de la perte de biodiversité, forte croissance et création de millions d'emplois : les promesses de l'économie verte sont multiples. Il s'agirait du remède miracle contre la crise financière, économique et écologique. Mais qu'est-ce que l'économie verte exactement ? Dans ce modèle, un cadre politique dynamisant les flux de capitaux est instauré, qui permet de « verdir » l'économie et de créer de nouveaux emplois « verts » ; les entreprises payent un prix « adapté » pour la pollution qu'elles causent et l'État attribue les marchés publics selon des critères écologiques de durabilité et aménage des infrastructures respectueuses de l'environnement.

En juin 1992 apparaît lors du sommet de la Terre à Rio un concept qui, pendant des années, sert de mot d'ordre à la politique mondiale : le « développement durable ». Vingt ans plus tard, la conférence Rio+20 voit la consécration d'une nouvelle formule magique : l'économie verte.

L'idée d'un « verdissement » du capitalisme suscite donc depuis 25 ans un enthousiasme fort, alors que le développement durable ne fait que de maigres progrès. Les émissions de dioxyde de carbone continuent d'augmenter, la biodiversité recule de manière drastique, les sols sont surexploités. La famine, la pauvreté et les inégalités s'aggravent dans de nombreux pays. On peine à instaurer la « réconciliation entre économie et écologie » tant célébrée. Dans le contexte actuel de crise financière et économique, les mesures appliquées relèvent avant tout de stratégies de croissance « traditionnelles », qui, pour la plupart, sont peu durables. Le pouvoir magique de l'économie verte tarde à faire ses preuves.

Cette brochure montre que l'économie verte est un concept disputé. En fonction des intérêts et des situations, ses contenus changent, quitte à se contredire. Dans les pages suivantes, nous montrerons pourquoi les solutions proposées par l'économie verte ne vont pas assez loin, à quel niveau ses adeptes acceptent trop vite le compromis avec les pouvoirs en place et pourquoi ce concept tend à freiner le développement de modèles socialement et économiquement plus justes. Quels sont d'ailleurs les modèles alternatifs que l'on peut opposer à l'économie verte ? Nous tenterons également de répondre à cette question. Car une chose est sûre : si l'économie verte se contente de « verdir » le capitalisme, voire contribue à son extension, elle perdra rapidement son attrait. Il s'agit pour nous de mettre en place non pas un nouveau programme de croissance, mais bien le projet pluriel d'une transformation sociale et écologique.

# SOMMAIRE

<b>« L'économie verte a différents visages »</b>	2
<b>Les treize mythes de l'économie verte</b>	4
1. « L'économie verte favorise le développement durable »	4
2. « La crise est une aubaine pour l'économie verte »	7
3. « L'économie verte réconcilie économie et écologie »	10
4. « L'économie verte crée des emplois de qualité »	15
5. « La "révolution de l'efficacité" entraîne une augmentation de la croissance et une baisse de l'utilisation des ressources »	19
6. « La protection de l'environnement et la durabilité ont besoin d'un État fort »	24
7. « Les entreprises sont le moteur de l'économie verte »	28
8. « Les employés et les syndicats bloquent la transition écologique »	32
9. « L'argent vert favorise l'économie verte »	35
10. « L'Allemagne peut renforcer sa position de leader mondial du marché des technologies vertes »	39
11. « Nos choix de consommation influencent le comportement des entreprises »	42
12. « L'économie verte est une aubaine pour les pays du Sud »	44
13. « L'économie verte réduit la pauvreté »	47
<b>Conclusion</b> : Face aux fausses promesses de l'économie verte, une transformation sociale et écologique est indispensable (et possible !)	50
<b>Pour en savoir plus</b>	56

## « L'ÉCONOMIE VERTE A DIFFÉRENTS VISAGES »

Le débat sur une nécessaire modernisation écologique de l'économie débute dès les années 1990. Cependant, ce n'est qu'avec la crise financière et économique qui secoue la planète à partir de 2008 que le concept d'économie verte prend de l'envergure. Afin de lutter contre la crise économique, nombre de gouvernements instaurent des programmes de relance qui comportent des mesures visant à favoriser une « croissance verte », mesures dont le volume total est estimé à 430 milliards de dollars US. Dans la déclaration finale du sommet du G20 à Pittsburgh en 2009, les chefs d'État et de gouvernement s'engagent à poursuivre l'objectif d'une « croissance économique verte et durable ».<sup>1</sup>

L'économie verte promet de suivre la voie du développement durable. Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) lance en 2008 l'Initiative pour une économie verte et publie en 2011 un Rapport sur l'économie verte.<sup>2</sup> Dans ce rapport, l'économie verte est définie comme une économie qui « entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources ».

2

Ce rapport évoque également les crises actuelles portant sur la question climatique, la biodiversité, l'énergie, l'alimentation et l'eau. Toutefois, l'origine de ces problèmes socio-écologiques y est attribuée avant tout à une « mauvaise affectation du capital au cours des deux dernières décennies ».<sup>3</sup> En sus de l'argent et des actifs réels, les personnes et la dimension sociale sont également perçues comme des capitaux devant être mis à profit. La nature elle-même devient ici capital à préserver, à augmenter et, le cas échéant, à restaurer.<sup>4</sup> Entretemps, l'idée d'une économie verte a été reprise par de nombreux acteurs, notamment en amont et pendant le sommet Rio+20 qui s'est tenu en juin 2012. Ses contours demeurent toutefois flous.<sup>5</sup>

1 Bundesministerium für Umwelt, Naturschutz, Bau und Reaktorsicherheit (BMUB) (dir.) : *GreenTech made in Germany 4.0 : Umwelttechnologie-Atlas für Deutschland*, Berlin, 2014. 2 Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) : *Towards a Green Economy : Pathways to Sustainable Development and Poverty Eradication*, Genève, 2011, disponible sur : [http://www.unep.org/greeneconomy/Portals/88/documents/ger/ger\\_final\\_dec\\_2011/Green%20EconomyReport\\_Final\\_Dec2011.pdf](http://www.unep.org/greeneconomy/Portals/88/documents/ger/ger_final_dec_2011/Green%20EconomyReport_Final_Dec2011.pdf). Certaines parties de ce rapport ont été traduites en français et sont consultables sur <http://www.unep.org/french/greeneconomy/Lerapport/tabid/78153/Default.aspx>. 3 Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) : *Using Models for Green Economy Policymaking*, Genève, 2014, p. 2. 4 Institut international du développement durable & PNUE : *Guide du commerce et de l'économie verte*, Genève, 2014, disponible sur : <http://www.unep.org/greeneconomy/portals/88/documents/Trade-GE-Handbook-FRENCH-FULL-WEB.pdf>. 5 Cf. <http://blog.postwachstum.de/woruber-reden-wir-denn-eigentlich-die-green-economy-im-vorfeld-von-rio20-20120129>.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui regroupe les pays industrialisés, parle dans ce contexte du nouveau paradigme de la « croissance verte ». <sup>6</sup> L'économie verte est comprise ici comme un catalyseur de croissance et constitue visiblement un consensus tout trouvé pour les pays ayant pour priorité d'augmenter leur croissance économique. Lors des négociations internationales sur le climat organisées par les Nations unies, on rencontre le terme de « croissance économique durable ». Ce concept doit permettre aux pays du Sud de surmonter les problèmes liés au changement climatique. <sup>7</sup>

Le parti écologiste allemand Bündnis 90/Die Grünen (notamment sa fraction au sein du Parlement européen) demande, quant à lui, la mise en place d'une « Nouvelle donne verte » sur le modèle du New Deal instauré dans les années 1930 par Roosevelt aux États-Unis. Cette nouvelle donne apporterait « une réponse globale à la crise économique, sociale et écologique actuelle ». <sup>8</sup>

Un projet plus récent lancé en 2014 met l'accent sur l'objectif de croissance. « Une meilleure croissance, un meilleur climat », telle est la formule magique d'un groupe qui s'est autoproclamé Commission mondiale sur l'économie et le climat. <sup>9</sup> Les stratégies de l'économie verte risquent donc fortement de rester enfermées dans la logique obsolète de la croissance et de s'avérer, par là même, incapables d'apporter des réponses aux problèmes socio-écologiques.

Ces différents exemples montrent, en outre, que le concept d'économie verte peut être employé pour désigner des approches très diverses.

**6** OCDE : *Vers une croissance verte*, Paris, 2011, disponible sur : <http://www.oecd.org/fr/croissanceverte/vers-une-croissance-verte-978926411332-fr.htm>. **7** Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques : *Rapport de la Conférence des Parties sur sa dix-huitième session, tenue à Doha du 26 novembre au 8 décembre 2012, Additif, Deuxième partie*, Genève, 2013, p. 10, disponible sur : <http://unfccc.int/resource/docs/2012/cop18/fr/08a01f.pdf>. **8** Cf. <http://www.gruene.de/themen/wirtschaft-arbeit/green-new-deal-konkret.html> et <http://www.gruene-europa.de/der-green-new-deal-7804.html>. **9** Commission mondiale sur l'énergie et le climat : *Une meilleure croissance, un meilleur climat*, Washington, 2014, disponible sur : <http://2014.newclimateeconomy.report/wp-content/uploads/2014/08/UNE-MEILLEURE-CROISSANCE-UN-MEILLEUR-CLIMAT.pdf> ; cf. pour une critique de cette organisation Spash, Clive : *Better Growth, Helping the Paris COP-out ? Fallacies and Omissions of the New Climate Economy Report*, Vienne : Institut für Regional- und Umweltwirtschaft, 2014, disponible sur : [http://epub.wu.ac.at/4325/1/sre-disc-2014\\_04.pdf](http://epub.wu.ac.at/4325/1/sre-disc-2014_04.pdf).

## « L'ÉCONOMIE VERTE FAVORISE LE DÉVELOPPEMENT DURABLE »

D'aucuns affirment que la stratégie du développement durable n'est pas efficace en raison de l'absence de volonté politique et de la faiblesse des institutions responsables de la politique environnementale. L'économie verte est censée combler cette lacune puisqu'elle est considérée comme le nouveau paradigme économique permettant de mettre enfin en œuvre les concepts du développement durable.<sup>10</sup> L'idée étant que des institutions politiques internationales fortes créent, en coopération avec les gouvernements nationaux, le cadre politique adéquat. Et, à en croire les chantres de l'économie verte, tout le monde en profiterait : les entreprises obtiendraient de nouveaux marchés, les employés un travail stimulant et porteur de sens et les pays du Sud l'opportunité de tenter leur chance dans les « secteurs verts » du marché mondial. La société et la nature bénéficieraient, pour leur part, d'une utilisation réduite des ressources.<sup>11</sup>

4

### Qu'en est-il véritablement ?

En dépit de nombreuses réussites ponctuelles, force est de constater que la politique du développement durable a échoué dans son ensemble. Elle n'a pas su résoudre les problèmes écologiques, sociaux et économiques. De 1990 à 2013, les émissions mondiales de dioxyde de carbone sont passées de 22 à plus de 35 milliards de tonnes. Mais l'analyse proposée des causes de cet échec est étrangement simpliste. En effet, l'argument de la « faiblesse des institutions politiques » renvoie à l'absence de volonté politique de créer des institutions fortes – institutions auxquelles les gouvernements nationaux et les entreprises doivent se plier. L'argument de « l'absence de volonté politique », quant à lui, n'apporte aucune réponse mais soulève bien plus une question supplémentaire : pourquoi est-ce que « la politique » ne veut pas ?

<sup>10</sup> Sur les recoupements et les divergences entre développement durable et économie verte, cf. Wissen, Markus : « Post-neoliberale Hegemonie ? Zur Rolle des Green-Economy-Konzepts in der Vielfachkrise », *Kurswechsel*, 2012(2), p. 28-36. <sup>11</sup> Cf. PNUE : *Using Models*.

Cette absence de volonté est liée au fait que les gouvernements des grandes puissances économiques ne souhaitent pas remettre en cause le modèle occidental de vie et de production et continuent de défendre une mondialisation capitaliste largement non régulée. C'est donc la concurrence pour les parts du marché mondial qui fait la loi. Et cela entraîne l'aggravation de la pollution et l'intensification de l'utilisation des ressources puisque calcul économique et protection de l'environnement ou utilisation durable des ressources naturelles sont foncièrement contradictoires. En effet, il est en général plus rentable pour les entreprises d'utiliser la nature comme source de matières premières bon marché et comme décharge. Après tout, nombre de matières premières sont disponibles gratuitement et la nature ne réclame aucune taxe sur les déchets. Aussi absurde que cela puisse sembler, il est par conséquent parfois plus rentable de fabriquer des produits à durée de vie limitée et dont la production implique une forte consommation de matières premières que des biens fabriqués dans le respect de l'environnement et pouvant être utilisés pendant longtemps.

À la concurrence pour les parts de marché mondial vient s'ajouter la concurrence entre les pays pour la répartition des coûts et des recettes de l'économie verte. « De manière prévisible, les groupes les plus farouchement opposés aux processus de transformation sont ceux pour qui le changement envisagé entraînera probablement des pertes matérielles ou symboliques », écrit à cet égard le Conseil scientifique consultatif du gouvernement fédéral allemand sur le changement climatique mondial (WBGU).<sup>12</sup> En effet, loin de bénéficier à tout le monde, l'économie verte ne profite qu'à ses gagnants. L'ancien chef de la Deutsche Bank, Josef Ackermann, le résume de la sorte : « Un nouvel ordre mondial est en train de s'établir. La course au leadership a déjà commencé. Pour les gagnants, les avantages sont clairs : les innovations et les investissements dans le domaine des énergies propres stimuleront la croissance verte ; cela entraînera la création d'emplois, une plus grande indépendance en termes d'approvisionnement en énergie et de sécurité nationale. »<sup>13</sup>

<sup>12</sup> Wissenschaftliche Beirat der Bundesregierung Globale Umweltveränderungen (WBGU) : *Welt im Wandel : Gesellschaftsvertrag für eine Große Transformation*, Berlin, 2011, p. 201, disponible sur : [http://www.wbgu.de/fileadmin/templates/dateien/veroeffentlichungen/hauptgutachten/jg2011/wbgu\\_jg2011.pdf](http://www.wbgu.de/fileadmin/templates/dateien/veroeffentlichungen/hauptgutachten/jg2011/wbgu_jg2011.pdf).

Tout le monde ne sort donc pas gagnant de l'économie verte. Elle favorise, bien au contraire, les grands projets miniers et infrastructuraux gourmands en capitaux et peu inclusifs socialement, les installations éoliennes en mer fort coûteuses et le système d'échange de quotas d'émission. L'économie verte reste enfermée dans la rationalité capitaliste.<sup>14</sup> Le pouvoir est toujours entre les mains de ceux qui disposent de capitaux et décident des investissements. À aucun moment, la logique de l'investissement permanent, du profit et de la concurrence n'est remise en cause. Pour les entreprises, il s'agit, comme d'habitude, de « maximiser les profits » – et pour les États de « maximiser la croissance économique du pays ». Les coûts écologiques concrets que cela entraîne pour de nombreuses régions du monde ainsi que les coûts sociaux de la modernisation écologique sont relégués à l'arrière-plan. Mais ce faisant, les problèmes ne sont pas résolus, on se contente tout au plus de les déplacer. C'est le cas par exemple lorsque, en Europe, les voitures utilisent des agrocarburants dont la production entraîne l'expropriation de petits producteurs en Indonésie ou lorsque les forêts tropicales sont déboisées afin de construire des usines de ciment pour des sociétés allemandes ou encore des plantations d'huile de palme. Ou lorsque des entreprises des pays du Nord délocalisent les processus de production particulièrement polluants dans les pays du Sud.

Au sein de l'économie verte, la protection de l'humain et de l'environnement ne vient donc pas remplacer la recherche du profit. Au contraire, dans son univers, le profit demeure la condition sine qua non de toute activité économique, la protection de l'environnement ne constituant qu'un aspect secondaire. La régulation étatique ne joue également qu'un rôle limité (cf. mythe 6 : « La protection de l'environnement et la durabilité ont besoin d'un État fort »). On peut donc se montrer fort sceptique quant à la capacité de l'économie verte à mettre en œuvre d'un coup de baguette magique les objectifs définis pour le développement durable. Pour qu'un véritable changement se produise, il faudrait d'abord arrêter de réinventer le capitalisme après chaque crise aux conséquences désastreuses. La transformation fonda-

**13** Propos tenus en décembre 2010 par Josef Ackermann, alors PDG de la Deutsche Bank, cité in Jaeger, Carlos C. *et al.* : *A New Growth Path for Europe. Generating Prosperity and Jobs in the Low-Carbon Economy, Synthesis Report*, Potsdam : European Climate Forum e.V., 2011, p. 4. **14** Wichterich, Christa : « Kapitalismus mit Wärmedämmung : Feministische Kritik und Gegenentwürfe zur Green Economy », *Informationen für die Frau*, 2011(5), p. 5-7 ; Brunnengräber, Achim/Haas, Tobias : « Green Economy – Green New Deal – Green Growth : Occupy Rio plus 20 », *W&E-Hintergrund*, novembre 2001.



mentale amenant à un mode de vie et de production solidaire ne doit pas rester un objectif abstrait formulé sur papier glacé. Pour la mettre en place, il est fondamental que l'humain et la nature cessent d'être considérés uniquement comme des ressources économiques, et ce, dès la mise en œuvre des objectifs fixés.

2

## « LA CRISE EST UNE AUBAINE POUR L'ÉCONOMIE VERTE »

De nombreux discours politiques reprennent l'idée selon laquelle la crise actuelle constituerait l'opportunité de reconstruire l'économie sur de nouvelles bases. D'après ses adeptes, l'économie verte permettrait de relancer la conjoncture. Les Nations unies espèrent ainsi pour la période 2010–2050 que les « investissements verts » entraîneront une croissance plus forte que celle suscitée par le scénario classique. Garder le modèle économique traditionnel signifierait poursuivre la voie d'un développement non durable.

En 2010, la Commission européenne a présenté un plan pour la croissance durable visant à instaurer un système économique écologique, compétitif et respectueux des ressources.<sup>15</sup> D'une part, la crise est considérée comme une aubaine pour l'économie verte. D'autre part, on estime que cette même économie verte constitue un remède efficace contre la faible croissance économique. Et, en effet, les industries de l'énergie solaire et éolienne, de la biomasse et du recyclage se développent fortement à l'heure actuelle. En 2014, la part des énergies renouvelables (hors énergie hydraulique) a augmenté de 16% à l'échelle internationale.<sup>16</sup> Les études publiées estiment que d'ici 2030 environ deux tiers des 7 000 milliards d'euros investis dans la production d'électricité seront alloués aux énergies renouvelables (énergie hydraulique incluse).<sup>17</sup> On constate donc que de nombreux acteurs adoptent un discours optimiste.

<sup>15</sup> Commission européenne : *Europe 2020 : une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive*, Bruxelles, 2010, disponible sur : <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2010:2020:FIN:FR:PDF>. <sup>16</sup> PricewaterhouseCoopers LLP (PwC) : *Two degrees of separation : ambition and reality. Low Carbon Economy Index 2014*, Londres, 2014, p. 7, disponible sur : <http://www.pwc.co.uk/assets/pdf/low-carbon-economy-index-2014.pdf>. <sup>17</sup> *Ibid.*, p. 8.

Les études en faveur de l'économie verte estiment que l'Allemagne connaîtra grâce à celle-ci un taux de croissance de 2,4 % en 2020 – contre 1,8 % en l'absence de restructuration écologique. C'est pourquoi dans de telles modélisations (« scénario vert ») le taux de chômage est, avec 5,6 %, bien inférieur aux 8,5 % prévus dans le cadre du « scénario classique ». <sup>18</sup>

### Qu'en est-il véritablement ?

Tout d'abord, les pronostics de croissance sont loin d'être une science exacte. En temps « normal » – sans crise économique, sans instabilité du secteur bancaire et sans restructuration fondamentale de l'économie –, il est souvent difficile pour les économistes de prédire le taux de croissance des six mois à venir. Au cours de l'année précédant la grande crise, on prévoyait pour 2008 une croissance de 2,4 ou de 2,2 %. Or l'économie ne connut cette année-là qu'une croissance de 1,1 %. Les pronostics erronés publiés au printemps et à l'automne 2008 sont encore plus parlants : ils prévoyaient respectivement pour l'année 2009 une croissance de 1,4 et de 0,7 %. Au final, pas de croissance économique en 2009, mais une récession de 5,1 %. En 2013, l'économie allemande a connu une croissance corrigée de l'inflation de 0,4 % – alors que l'Institut allemand pour la recherche économique (DIW) avait prédit un taux de 1,6 %. <sup>19</sup>

Les pronostics portant sur plusieurs décennies sont donc à manier avec précaution. Ils expriment avant tout des tendances et retranscrivent une impression générale. L'économie capitaliste et son expansion dépendent de nombreux facteurs et ne peuvent être prédites à l'avance que dans une faible mesure. Mais, à l'inverse des pronostics optimistes, on constate surtout que la crise n'est pas un terreau favorable pour l'économie verte. Suite à la crise financière mondiale, nombre de pays se sont fortement endettés. Les mesures prises afin de faire face à la crise de l'euro tentent de favoriser par tous les moyens la croissance économique, par exemple en diminuant les charges pesant sur les entreprises. Même si elle affirme le contraire, la politique

**18** Cf. Jänicke, Martin : *Green Growth : Vom Wachstum der Öko-Industrie zum nachhaltigen Wirtschaften*, Berlin : Forschungszentrum für Umweltpolitik, 2011, p. 8, disponible sur : [http://www.wfg-ww.de/uploads/tx\\_news/Gruenes\\_Wachstum\\_Report.pdf](http://www.wfg-ww.de/uploads/tx_news/Gruenes_Wachstum_Report.pdf). **19** Cf. <http://www.spiegel.de/wirtschaft/unternehmen/prognose-des-diw-fuer-deutsche-wirtschaft-fuer-2013-ist-optimistisch-a-859187.html>.

n'emploie pas l'arme secrète que serait l'économie verte. Face à une crise fort coûteuse, elle cherche à éviter toute autre dépense qui pourrait être suscitée par une restructuration écologique ou par un durcissement des normes en matière de protection de l'environnement. Dès 2009, les économistes Nicolas Stern et Ottmar Edenhofer ont formulé différentes propositions afin de permettre aux pays du G20 d'instaurer un *global green recovery*, c'est-à-dire un redressement vert à l'échelle mondiale. Ces propositions n'ont pas été mises en œuvre. À la place, nombre de pays ont suivi les modèles allemand et autrichien et ont relancé les ventes de l'industrie automobile en instaurant des primes à la casse – avec les conséquences que l'on peut imaginer pour l'environnement : en 2010, le record du taux d'émissions a été battu. « Pour la première fois depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, les émissions des pays du G20 ont connu une augmentation plus forte que leur croissance économique », écrivent Achim Brunnengraber et Tobias Haas qui en déduisent que « les perspectives d'avenir [sont] actuellement bien ternes au vu des crises multiples ». <sup>20</sup>

Malgré les forts taux de croissance qu'a connu le domaine des énergies renouvelables, leur part au sein de la production énergétique mondiale n'a connu qu'une progression de 1,9 à 2,2 % ou de 8,6 à 8,9 % si l'on tient compte de l'énergie hydraulique (qui, souvent produite grâce à la construction de grands barrages, est bien loin d'être durable au plan social). Ces chiffres s'expliquent principalement par le fait que l'utilisation des énergies fossiles a, elle aussi, connu une forte augmentation. <sup>21</sup>

Quand bien même les gouvernements miseraient tout sur le « vert » afin de régler la crise, il n'est pas dit que l'environnement en bénéficierait. En effet, l'économie verte ne délivre pas de l'impératif de croissance. <sup>22</sup> Et l'exemple suivant nous montre ce qu'implique une croissance effrénée. En Allemagne, on compte 52 voitures pour 100 habitants. Statistiquement, environ la moitié de la population possède un véhicule. <sup>23</sup> Si partout dans le monde la mobilité automobile s'aligne sur le modèle allemand,

**20** Brunnengraber, Achim/Haas, Tobias : « Rio+20 : Die grüne Beliebigkeit », *Blätter für deutsche und internationale Politik*, 2012(2), p. 18. **21** PwC : *Two degrees of separation*. **22** Le Monde Diplomatique/Kolleg Postwachstumsgesellschaften (dir.) : *Atlas der Globalisierung : Weniger wird mehr*, Berlin : taz, 2015. **23** Cf. <http://www.zeit.de/mobilitaet/2014-10/auto-fahrzeug-bestand>.

on assistera non seulement à un développement énorme – et lucratif – des infrastructures de transport mais le nombre de voitures passera également du milliard actuel à environ cinq milliards. Même si un grand nombre de ces véhicules était équipé de moteurs électriques, cela entraînerait une augmentation gigantesque de la consommation de ressources et d'énergie et la saturation partielle des puits de carbone.<sup>24</sup>

3

### « L'ÉCONOMIE VERTE RÉCONCILIE ÉCONOMIE ET ÉCOLOGIE »

10

Indépendamment de la crise actuelle, les adeptes de l'économie verte affirment que cette dernière permet de réconcilier économie et écologie. L'Office fédéral allemand de l'environnement constate que « la protection de l'environnement est un facteur économique de plus en plus décisif. En témoigne le développement de l'économie écologique et des marchés d'avenir verts : énergie respectant l'environnement, utilisation efficace de l'énergie, des matières premières et des matériaux, mobilité durable, gestion durable des eaux, gestion des déchets et recyclage. Une politique progressiste en matière d'environnement s'impose donc également du point de vue économique. »<sup>25</sup> Le célèbre scientifique Ernst Ulrich von Weizsäcker affirme « [qu']une nouvelle vague d'innovations technologiques fascinantes pourrait être la véritable promesse d'un nouvel essor ». <sup>26</sup> L'une des stratégies adoptées face à la dégradation croissante de l'environnement consiste à reconnaître la valeur économique de la nature et à lui attribuer un prix. L'idée étant que la nature sera protégée si elle est prise en compte en tant que « capital naturel » dans les calculs économiques. « Les prix doivent refléter la vérité écologique » – cette phrase semble témoigner d'une volonté sincère. Il y a quelques années, le ministère allemand de l'Environne-

<sup>24</sup> Les puits de carbone sont des réservoirs naturels, tels que les forêts et les océans, qui absorbent et stockent temporairement ou définitivement le carbone et contribuent de la sorte à endiguer le réchauffement climatique. <sup>25</sup> Umweltbundesamt (UBA) : *Grüne Zukunftsmärkte/Umweltschutzwirtschaft*, Berlin, 2015, disponible sur : <http://www.umweltbundesamt.de/themen/wirtschaft-konsum/wirtschaft-umwelt/gruene-zukunftsmärkte-umweltschutzwirtschaft>. <sup>26</sup> Weizsäcker, Ernst Ulrich von/Hargroves, Karlson/Smith, Michael : *Faktor Fünf : Die Formel für nachhaltiges Wachstum*, Munich : Droemer HC, 2010, p. 25.

**Tableau 1 : Marché des technologies de l'environnement et de l'efficacité énergétique à l'échelle mondiale et en Allemagne (en milliards d'euros)**

	Marché mondial	Allemagne (part du marché mondial entre parenthèses)
Efficacité énergétique	825	100 (12%)
Énergie hydraulique durable	505	53 (11%)
Énergies non polluantes, stockage et distribution d'énergies	422	73 (17%)
Efficacité des matières premières et des matériaux	367	48 (13%)
Mobilité durable	315	53 (17%)
Recyclage	102	17 (17%)
<b>Total</b>	<b>2 536</b>	<b>344 (14%)</b>

Source : Bundesministerium für Umwelt, Naturschutz, Bau und Reaktorsicherheit (dir.) : *GreenTech made in Germany 4.0 : Umwelttechnologie-Atlas für Deutschland*, Berlin, 2014, p.7 sq.

11

**Tableau 2 : Projections pour les secteurs clés sur le marché mondial**

Marché mondial	2007	2020	Croissance annuelle d'ici 2020
Énergie héliothermique [Mio m <sup>2</sup> ] **	31	337	+ 20%
Énergie photovoltaïque [GWc] *,**	3	65	+ 27%
Énergie éolienne [GW] *	20	137	+ 16%
Piles à combustible [Mrd EUR]	1	52	+ 39%

\* capacité initiale, \*\* puissance en gigawatt-crête en conditions de test

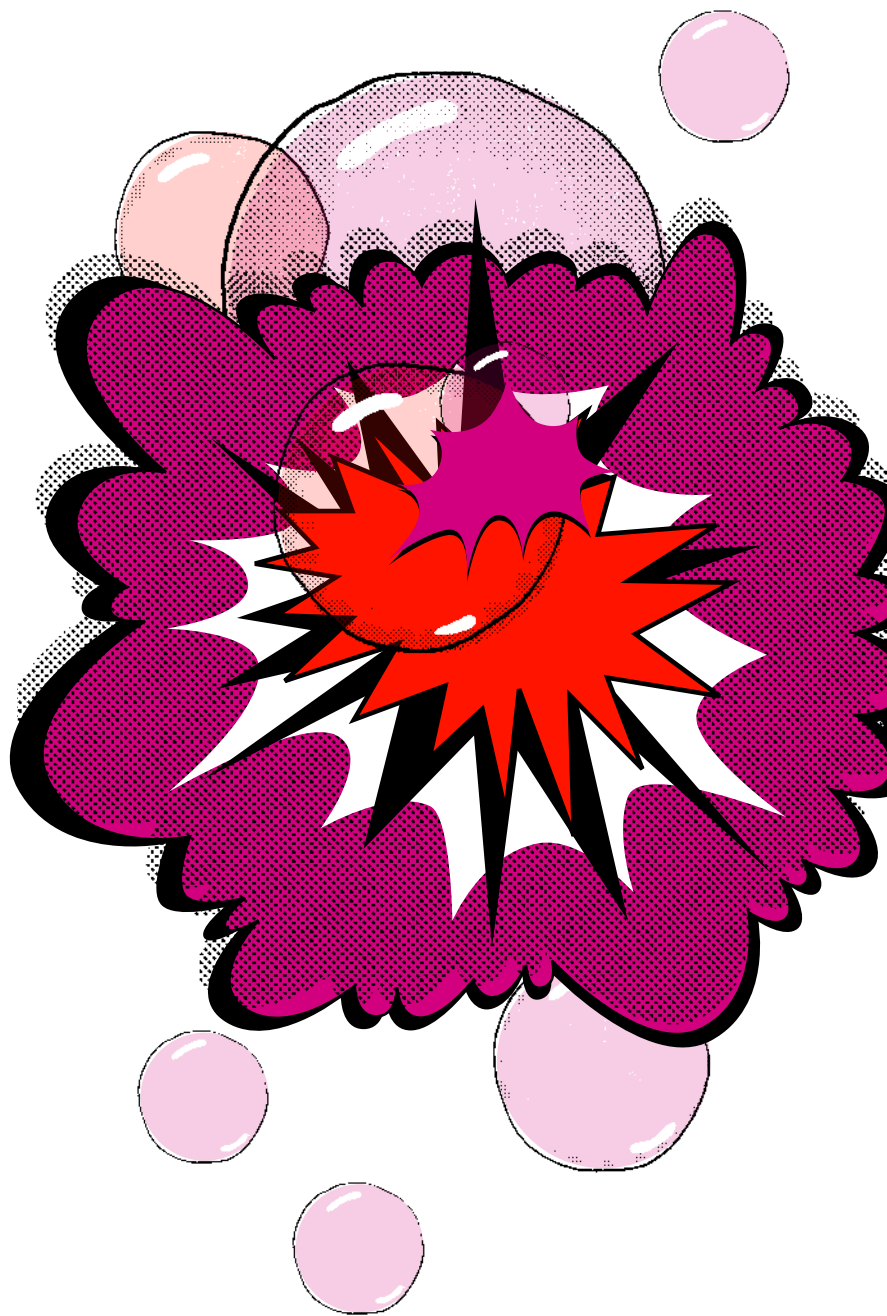
Source : Bundesministerium für Umwelt, Naturschutz, Bau und Reaktorsicherheit (dir.) : *GreenTech made in Germany 2.0 : Umwelttechnologie-Atlas für Deutschland*, Berlin : Vahlen, 2009, p. 63

ment estimait que les technologies de l'environnement, qui représentaient déjà 8 % du produit intérieur brut, atteindraient les 14 % en 2020.<sup>27</sup> Cette tendance se reflète dans la forte expansion des marchés porteurs des technologies vertes dont les volumes ont atteint de toutes nouvelles dimensions.

### Qu'en est-il véritablement ?

**Premièrement**, l'idée d'une « réconciliation de l'économie et de l'écologie » demande à être précisée. C'est en soi un objectif louable mais qui demeure irréalisable tant que l'économie verte est soumise aux logiques capitalistes. Les innovations économiques vertes entraînent de nouvelles formes de dégradation de l'environnement. La production de ces innovations nécessite des matières premières dont l'extraction s'effectue la plupart du temps dans des conditions ne garantissant aucune durabilité et qui, souvent, ne parviennent au producteur final qu'après avoir parcouru une longue chaîne d'approvisionnement. Prenons l'exemple des voitures électriques : leur production nécessite différents métaux appelés terres rares. L'extraction de ces terres rares (qui, contrairement à ce que leur nom indique, ne sont pas particulièrement rares) s'effectue à l'heure actuelle avant tout en Chine et a des conséquences sociales et écologiques désastreuses. Déplacements de population, vaste destruction écologique, émissions polluantes et emploi d'une main-d'œuvre migrante à bas salaires, tels sont les « effets secondaires » problématiques de cette extraction. Le fait que les terres rares soient utilisées dans la fabrication d'un produit « plus vert » ne légitime aucunement les conditions de leur extraction.

**Deuxièmement**, l'économie verte peut contribuer à accentuer les inégalités sociales. Quand le charbon, énergie polluante et peu coûteuse, gagne en importance, quand les entreprises délocalisent leur production polluante vers d'autres pays et mettent ainsi en danger la santé des employés locaux, quand la production d'agrocarburants (« biocarburants ») entraîne la disparition de forêts tropicales et l'expulsion de personnes de leurs espaces de vie, quand les gouvernements refusent les quotas sur les émissions en raison des coûts qu'ils impliquent pour les



entreprises nationales, il devient clair que, même recouvertes d'une couche de vernis écologique, la croissance économique et la maximisation des recettes des entreprises ne sont pas compatibles avec la justice sociale.

**Troisièmement**, l'idée selon laquelle les « prix doivent refléter la vérité écologique » masque le fait que la nature remplit de nombreuses fonctions essentielles dont la valeur ne peut être quantifiée monétairement. Et c'est tant mieux comme ça. La nature est un bien commun qui ne doit pas être soumis à la logique de la valeur et des prix. Une utilisation durable des ressources naturelles n'est possible que si, loin de suivre les exigences des calculs économiques, elle s'oriente sur des critères sociaux et écologiques.<sup>28</sup> Les modèles d'économie verte courent le risque d'aggraver la financiarisation capitaliste de la nature. En matière de politique climatique, l'exemple du mécanisme REDD (Réduire les émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts), instrument prétendument magique, témoigne de ce phénomène. Ce mécanisme promet des fonds importants en cas de réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts. Les auteurs du rapport international « L'économie des écosystèmes et de la biodiversité »<sup>29</sup> recommandent également de garantir la protection de la biodiversité en lui attribuant une valeur économique. L'attribution d'une valeur monétaire à certains services écosystémiques peut, certes, contribuer à visibiliser leur rôle essentiel pour notre économie et notre société. Néanmoins, la protection du climat et de la biodiversité ne doit pas être motivée uniquement par des considérations lucratives.<sup>30</sup>

On ne peut donc se contenter de parier de manière abstraite sur la « croissance verte ». Bien plus, les questions suivantes se posent : dans quelles conditions cette croissance a-t-elle lieu ? Est-elle soumise au contrôle des groupes énergétiques qui ont intérêt à promouvoir les grands projets tels que les parcs éo-

**28** Helfrich, Silke/Heinrich-Böll-Stiftung (dir.) : *Wem gehört die Welt ? Zur Wiederentdeckung der Gemeingüter*, Munich : oekom, 2009 ; Ostrom, Elinor : *Was mehr wird, wenn wir teilen : Vom gesellschaftlichen Wert der Gemeingüter*, Munich : oekom, 2011. **29** Cf. le site [www.teebweb.org](http://www.teebweb.org) et notamment la synthèse en français de ce rapport, disponible sur : [http://doc.teebweb.org/wp-content/uploads/Study and Reports/Reports/Synthesis report/Synthesis report\\_French.pdf](http://doc.teebweb.org/wp-content/uploads/Study_and_Reports/Reports/Synthesis_report/Synthesis_report_French.pdf). **30** Cf. Chapelle, Sophie : « Rio+20 : Comment multinationales et marchés financiers comptent s'accaparer la nature », publié le 18 juin 2012, disponible sur : <http://www.bastamag.net/article2479.html>, ainsi que *Idem* : « Comment s'enrichir en prétendant sauver la planète », Entretien avec Christophe Bonneuil, publié le 20 juin 2012, disponible sur : <http://www.bastamag.net/article2484.html>.



liens en mer et les monopoles en matière de réseau d'énergie ? Ou se déroule-t-elle dans le cadre d'une production énergétique décentralisée et astreinte à un contrôle démocratique ? Qui décide de ce qui peut être recyclé et des modes de recyclage – et qui décide de ne pas accorder la priorité à la réduction des déchets ? Qui contrôle en définitive l'économie verte et à qui cette dernière profite-t-elle ? Quels sont les acteurs qui bénéficient au final de l'impératif de croissance ?<sup>31</sup>

## 4

### « L'ÉCONOMIE VERTE CRÉE DES EMPLOIS DE QUALITÉ »

Le passage à une économie verte ne doit pas uniquement favoriser la croissance mais également permettre la création d'emplois. Dans le cadre de la transition énergétique en Allemagne, près de 400 000 emplois ont été créés. Selon une étude commandée par le ministère allemand de l'Environnement, six millions d'emplois supplémentaires pourraient être créés à l'échelle européenne. Pour ce faire, l'Union européenne devrait se fixer pour objectif une réduction de 30, et non de 20 % de ses émissions de dioxyde de carbone.<sup>32</sup> « L'évolution positive que connaît le marché des produits, des techniques et des services verts offre à l'Allemagne de nouvelles perspectives d'emploi. À moyen terme, nombre d'entreprises allemandes du secteur des technologies vertes souhaitent créer de nouveaux postes. Dans le secteur transversal des technologies de l'environnement et de l'efficacité des ressources, les entreprises prévoient d'ici 2018 une augmentation annuelle moyenne de 6,7 % de leur personnel. »<sup>33</sup> Seules les industries polluantes verront leur personnel diminuer. Cependant, on prévoit que ces postes seront remplacés progressivement par des « emplois verts » à partir de 2030 au plus tard.<sup>34</sup> Il est également annoncé que ces nouveaux emplois

15

**31** Cf. à ce sujet Binswanger, Hans Christoph : « Die Wachstumsspirale in der Krise : Ansätze zu einer nachhaltigen Entwicklung », in Held, Martin *et al.* (dir.) : *Institutionen ökologischer Nachhaltigkeit*, Marbourg : Metropolis, 2011, p. 183-200 ; Brand, Ulrich : « Kapitalistisches Wachstum und soziale Herrschaft : Motive, Argumente und Schwächen grundlegender Wachstumskritik », *Prokla*, 2014(2), p. 289-306. **32** Jaeger *et al.* : *A New Growth Path*, p. 4 *sq.* **33** BMUB : *GreenTech made in Germany 4.0*, p. 9.

seront particulièrement intéressants et bien rémunérés. « Les secteurs de l'économie sobres en carbone [...] emploient en règle général des travailleurs hautement qualifiés », écrit ainsi l'Organisation internationale du travail (OIT).<sup>35</sup>

## Qu'en est-il véritablement ?

Dans les faits, les « secteurs verts » emploient déjà un grand nombre de personnes. Pour l'Allemagne, on constate que « dans le secteur transversal des technologies de l'environnement et de l'efficacité des ressources, on comptait 1,5 millions de postes en 2012. Ce chiffre ne tient compte que des personnes travaillant au sein d'une entreprise appartenant aux six marchés porteurs des technologies vertes. »<sup>36</sup> Et cette croissance se maintient. Selon le Rapport sur l'économie environnementale publié par le ministère allemand de l'Environnement, un emploi sur 20 dépend à l'heure actuelle des biens et services du secteur environnemental.<sup>37</sup> À l'avenir, le nombre d'emplois dans ce secteur doit augmenter de 10% et plus. Cette évolution n'apporte cependant pas la réponse à toutes les questions.

**Premièrement**, l'équation « emplois verts = emplois de qualité » ne se vérifie pas toujours. Dans les filières écologiques en expansion, les conditions de travail sont souvent mauvaises et le taux de syndicalisation faible. Ces entreprises sont avant tout des PME ne disposant pas de convention collective.<sup>38</sup> Les salaires y sont en général inférieurs à la moyenne. Le syndicat IG Metall constatait il y a quelques années pour le secteur de l'énergie éolienne : « D'après les comités d'entreprise consultés, les conditions de travail ne sont pas particulièrement attrayantes et pourraient être améliorées à bien des égards. Le quotidien des entreprises est marqué par de fortes attentes en

34 PNUE : *Towards a Green Economy*, p. 505-533. 35 Organisation internationale du travail (OIT) : *Towards a Greener Economy : The Social Dimensions*, Genève, 2011, p. 5 ; pour une critique de ce point de vue, cf. Herman, Christoph : *Green new deal and the question of environmental and social justice*, Genève, 2015, p. 9, disponible sur : [http://www.global-labour-university.org/fileadmin/GLU\\_Working\\_Papers/GLU\\_WP\\_No.31.pdf](http://www.global-labour-university.org/fileadmin/GLU_Working_Papers/GLU_WP_No.31.pdf). 36 BMUB : *GreenTech made in Germany 4.0*, p. 9. 37 Ce rapport ne définit cependant pas les activités considérées comme relevant de la protection de l'environnement. Dans le Rapport sur l'économie environnementale de 2011, il est simplement précisé que l'économie environnementale « regroupe, en tant que secteur transversal, toutes les entreprises qui offrent des biens et services écologiques ». Cf. à cet égard BMUB/UBA : *Umweltwirtschaftsbericht 2011*, Berlin, 2011, p. 13 sq. 38 Hexel, Dietmar : « Sonne, Wind, Arbeit », in *Atlas der Globalisierung*, p. 60 sq. La situation n'est pas plus enviable dans le secteur de la distribution. En février 2012, Janet Dumann, permanente du syndicat ver.di, déclarait : « Je ne connais aucune chaîne de magasins bio respectant les accords salariaux ou ayant un comité d'entreprise. » Cf. à ce sujet <http://www.tip-berlin.de/essen-und-trinken/wie-fair-ist-bio-wirklich>.

termes de productivité, une faible progression des salaires, un besoin élevé en formation continue qui, souvent, n'est pas couvert et enfin par une augmentation du travail intérimaire. »<sup>39</sup>

**Deuxièmement**, tous les employés ne bénéficient pas à égale mesure du passage aux « technologies vertes ». On observe une tendance à l'exclusion notamment des travailleurs peu qualifiés et des seniors. « La restructuration au profit des "technologies vertes" ou des énergies renouvelables ne signifie pas que les employés actuels de l'industrie automobile ou de certains domaines des industries chimique et énergétique pourront tout simplement changer de branche ou que l'adaptation du secteur automobile aux voitures électriques s'effectuera en conservant les mêmes sites de production, c'est-à-dire sans suppression d'emplois et sans délocalisation de la production vers d'autres pays. »<sup>40</sup> Si elle n'est pas encadrée par des mesures adéquates, la restructuration engendrera des injustices.

En outre, la plupart des emplois créés dans le secteur environnemental sont attribués à des hommes. « Ce sont avant tout les secteurs et les professions traditionnellement masculins qui bénéficient des investissements dans les programmes de la Nouvelle donne verte, ce qui signifie que la plupart des emplois créés sont occupés par des hommes. Les hommes sont donc les premiers gagnants alors que ce sont souvent les femmes qui travaillent dans les domaines consommant moins de ressources, tels que la santé ou l'éducation, et donc moins nuisibles à l'environnement. »<sup>41</sup>

**Troisièmement**, la question de savoir qui pose les conditions de la restructuration est déterminante.<sup>42</sup> Lorsque l'on promet de créer des emplois verts, on précise rarement que c'est bien le capital qui décide des investissements ainsi que des postes qui en découlent. En temps de crise, comme cela s'est produit dans le secteur de l'énergie solaire, les entreprises manipulent leur personnel comme des marionnettes. En cela également, l'économie verte ne diffère en rien de l'économie traditionnelle.

39 IG Metall-Vorstand : *Windkraft-Industrie 2007 : Aktuelle Branchentrends*, Francfort-sur-le-Main, 2007, p. 15. 40 Candeias, Mario : « Konversion : Einstieg in eine öko-sozialistische Reproduktionsökonomie », in Candeias, Mario/Rilling, Rainer/Röttger, Bernd/Thimmel, Stefan (dir.) : *Globale Ökonomie des Autos*, Hambourg : VSA, 2011, p. 260. 41 Herman : *Green new deal*, p. 19. 42 Cf. *ibid.*

**Quatrièmement**, ceux qui promettent de créer des emplois verts ne tiennent pas compte du fait que, pour mettre en place une société solidaire et durable, il est nécessaire de développer d'autres secteurs que le secteur écologique. Le domaine des services à la personne en termes de santé, de formation et d'éducation doit également être renforcé.<sup>43</sup> Dans l'ensemble, le travail sociétal – tant les activités salariées que non salariées – doit connaître une réorganisation fondamentale. On observe à l'heure actuelle une tendance à la multiplication des contrats d'entreprise mal payés et sans protection sociale, à la flexibilisation des horaires de travail et au remplacement des salaires fixes par des parts variables de salaire. Cela permet aux entreprises de réduire leur charge salariale et d'augmenter leurs profits. Dans le même temps, la précarité grandissante empêche nombre de personnes de réfléchir à l'avenir. Pour garantir une société durable, les personnes doivent bénéficier d'une protection sociale et leurs activités doivent être porteuses de sens. Une approche durable passe également par la remise en question des rapports de domination inhérents à la division sociale du travail : qui reçoit pour quel travail combien d'argent et quelle reconnaissance ? Qui peut aménager librement ses activités quotidiennes ? Qui a l'opportunité d'exercer certains types de travail et qui est condamnée à faire des ménages jusqu'à la fin de sa vie ? La création d'emplois verts est donc bien loin de régler le problème complètement.

La création de nouveaux emplois dans le domaine des technologies vertes n'entraîne pas la disparition des autres formes d'inégalité et d'injustice sociales. Si nous voulons véritablement produire et consommer de manière durable, il nous faut tenir compte également des rapports sociaux de genre, de classe et de race ainsi que des différentes positions qu'occupent les pays dans l'économie mondiale.<sup>44</sup>

Au sein d'une société durable, les tâches nécessaires et souhaitables – qu'elles relèvent du travail salarié ou d'autres formes de travail – doivent être organisées, réparties et effectuées de manière solidaire et démocratique.<sup>45</sup>

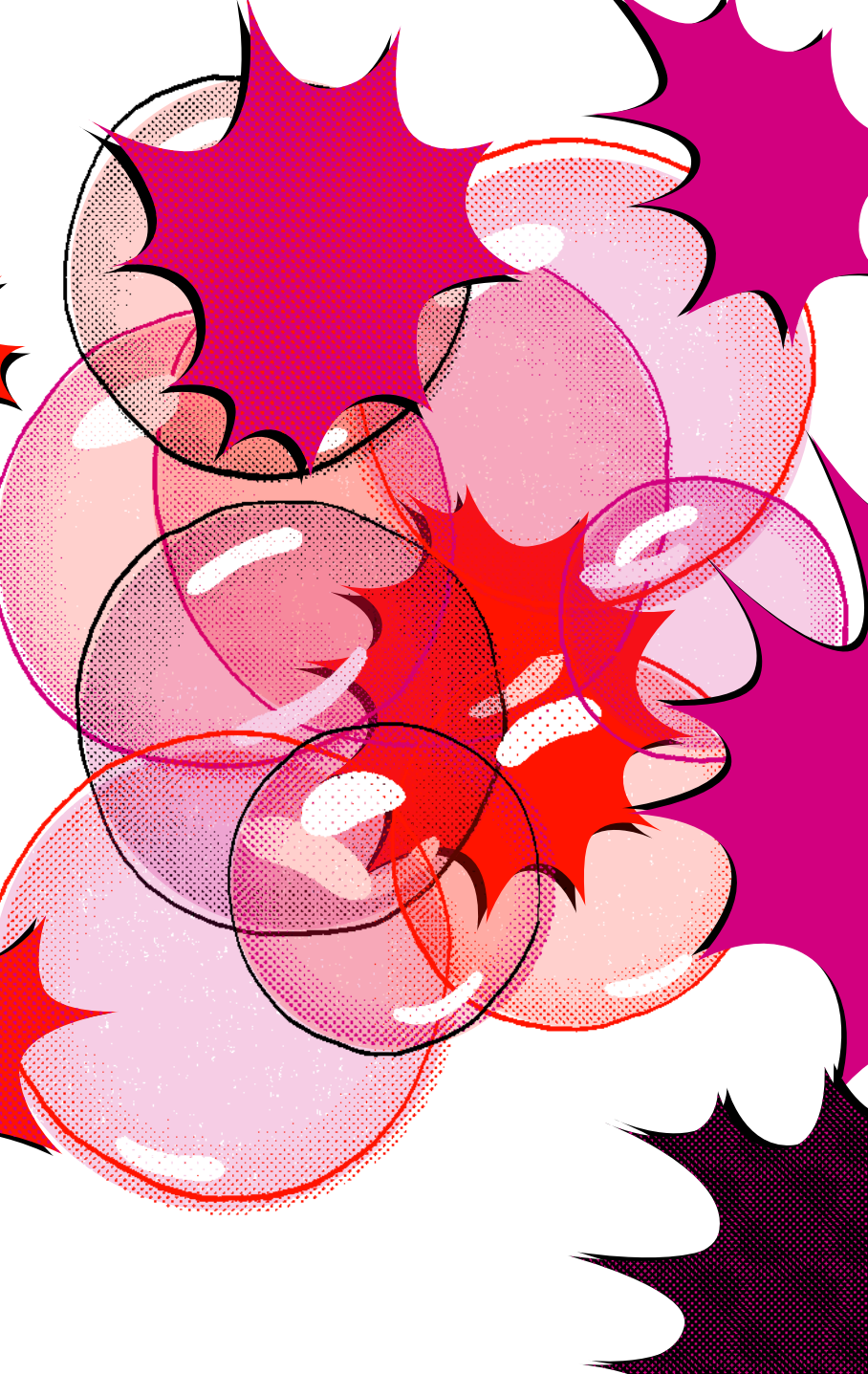
43 Wichterich, Christa : *Die Zukunft, die wir wollen : Eine feministische Perspektive*, Berlin : Heinrich-Böll-Stiftung, 2012, disponible sur : [http://www.boell.de/sites/default/files/Feministische\\_Zukunft-i.pdf](http://www.boell.de/sites/default/files/Feministische_Zukunft-i.pdf). 44 *Ibid.*

## « LA "RÉVOLUTION DE L'EFFICACITÉ" ENTRAÎNE UNE AUGMENTATION DE LA CROISSANCE ET UNE BAISSÉ DE L'UTILISATION DES RESSOURCES »

Une utilisation plus efficace des ressources est à la fois condition et conséquence de l'économie verte. C'est ce qu'affirment ses adeptes selon qui « les pays renforçant la productivité des ressources limitées augmentent leur compétitivité face aux pays qui ignorent la pénurie ». <sup>46</sup> Grâce à un perfectionnement des technologies et de l'organisation de la production, on assistera selon eux à une « révolution de l'efficacité » : à l'avenir, chaque euro de profit dégagé coûtera moins de matières premières et suscitera une moindre pollution. La formule magique ? Dissocier la croissance économique et la prospérité de l'utilisation des ressources et de la surexploitation des écosystèmes et des puits de carbone. « Une augmentation de 80% de la productivité des ressources est non seulement envisageable, mais également possible », écrivent Ernst Ulrich von Weizsäcker, Karlson Hargroves et Michael Smith. <sup>47</sup> On peut, selon eux, dépasser de la sorte les limites de la croissance.

Cet argumentaire a été étoffé dans le cadre des débats récents sur « l'industrie 4.0 ». Dans un nombre grandissant de domaines de la société, on promet d'augmenter l'efficacité des ressources en renforçant la mise en réseau numérique et grâce à des systèmes « intelligents » capables de s'autoperfectionner. Aujourd'hui déjà, des « réseaux intelligents » (*smart grids*) sont censés améliorer l'efficacité de la distribution d'énergie dans les villes et permettre ainsi d'en réduire la consommation. Les termes *smart factory* et « industrie 4.0 » traduisent l'espoir d'une restructuration de l'ensemble de la production industrielle qui permettrait d'augmenter l'efficacité des ressources ainsi que l'efficacité énergétique tout en ouvrant d'immenses marchés de croissance. <sup>48</sup>

<sup>45</sup> Biesecker, Adelheid/Baier, Andrea : « Gutes Leben braucht andere Arbeit », *Politische Ökologie*, 125, 2011, p. 54-63 ; Leitner, Andrea/Wroblewski, Andrea/Littig, Beate : *Green Jobs : Diskussion von Arbeitsbedingungen und Beschäftigungspotentialen*, Vienne : AK Österreich, 2012. <sup>46</sup> *Ibid.*, p. 33. <sup>47</sup> Weizsäcker et al. : *Faktor Fünf*, p. 235. <sup>48</sup> Cf. Pfeiffer, Sabine : « Industrie 4.0 und die Digitalisierung der Produktion : Hype oder Megatrend ? », *Aus Politik und Zeitgeschichte (ApuZ)*, 31-32, 2011, disponible sur : <http://www.bpb.de/apuz/209955/industrie-4-0-und-die-digitalisierung-der-produktion?p=all>.



## Qu'en est-il véritablement ?

Une augmentation de la croissance accompagnée d'une réduction de l'utilisation des ressources, quelle belle image d'avenir ! Mais comme le montre l'exemple de l'Allemagne, cela ne va pas de soi. Certes, de moins en moins de ressources sont nécessaires pour chaque unité de produit intérieur brut et les émissions de dioxyde de carbone ont fortement diminué entre 1992 et 2008. On constate cependant qu'une plus grande efficacité ne résout pas automatiquement la question climatique, et ce, pour plusieurs raisons.

**Premièrement**, les processus de production à forte intensité énergétique sont délocalisés à l'étranger. La commission d'enquête « Croissance, prospérité, qualité de vie » du Bundestag écrit dans son rapport final : « Les pays industrialisés consomment de plus en plus de produits fabriqués dans les pays émergents ou en voie de développement. En règle générale, la fabrication de ces produits n'entraîne des dégradations de l'environnement (notamment des émissions de gaz à effet de serre) que dans le pays producteur. Alors que les émissions de gaz à effet de serre des pays industrialisés ont désormais un niveau largement constant, les émissions énergétiques mondiales de dioxyde de carbone ont augmenté de 38% entre 1990 et 2007, notamment à cause de la délocalisation de la production industrielle des pays industrialisés vers les pays émergents. [...] De 1990 à 2008, les pays industrialisés ont certes réussi à diminuer leurs émissions de dioxyde de carbone de 2%, mais si l'on compare cette baisse aux quantités de dioxyde de carbone importé des pays émergents et en voie de développement, le volume de dioxyde de carbone importé dépasse cette baisse de 520% en 2008. »<sup>49</sup> L'Allemagne présente une autre particularité puisque la désindustrialisation de la RDA après 1990 contribue à enjoliver son bilan climatique.

**Deuxièmement**, les fers de lance d'une augmentation de la productivité des ressources affirment qu'elle permet aux usagers des nouvelles technologies de faire des économies, notamment concernant le coût des matières premières. Une meilleure efficacité permettrait donc d'augmenter les profits. Or,

dans de nombreux cas, les procédés de fabrication polluants demeurent, aujourd'hui encore, manifestement plus rentables pour les entreprises. Si protéger l'environnement en augmentant l'efficacité était systématiquement dans l'intérêt économique des entreprises, la politique n'aurait guère besoin de mobiliser tant d'efforts pour en faire la publicité. Dans l'économie verte, la disposition des entreprises à augmenter leur productivité en termes de ressources afin de contribuer à la protection de l'environnement continue de dépendre des bénéfices escomptés. Si une démarche n'est pas rentable, elle n'est tout simplement pas appliquée. La protection de l'environnement a donc tendance à prendre du retard si l'on considère ce qui serait possible au plan technique et nécessaire au plan écologique. Tant que la protection de l'environnement ne sera qu'une stratégie visant à maximiser les profits, elle sera sujette aux humeurs des marchés et aux calculs des entreprises. Les profits élevés ne sont pas systématiquement réinvestis de manière pertinente afin d'augmenter l'efficacité.

22

**Troisièmement**, les espoirs placés dans l'efficacité entrent en conflit avec l'impératif capitaliste de croissance. « Il est tout simplement faux de croire que la tendance du capitalisme à favoriser l'efficacité stabilisera le climat et nous protégera de la pénurie des ressources », estime Tim Jackson, spécialiste en économie de l'environnement, dans l'édition du 7 avril 2011 du quotidien allemand *Berliner Zeitung*. Certes, la production est devenue de plus en plus efficace au cours de l'histoire. Cependant, l'économie s'est développée plus rapidement que l'efficacité de telle sorte que, au final, l'utilisation des ressources et les dégradations de l'environnement ont augmenté. C'est en raison de cet « effet rebond », comme on l'a appelé, que jusqu'à présent les gains réalisés en termes d'efficacité ont été absorbés dans la majorité des cas par une augmentation de la consommation. Le prix des voitures fabriquées grâce à des modes de production plus économes en ressources a ainsi baissé, de telle sorte que le nombre de grosses voitures achetées a, lui, augmenté. « Les véhicules tout-terrain et les SUV continuent leur progression (+20,6%). Aujourd'hui, un dixième des nouvelles immatriculations concernent ce segment. [...] La gamme moyenne supérieure a enregistré une augmentation de 12,2%. Tous les autres segments automobiles sont en baisse », annon-



çait l'Office fédéral allemand pour la circulation des véhicules à moteur sur son site internet en février 2011.<sup>50</sup>

Bien évidemment, une augmentation de l'efficacité demeure néanmoins indispensable. Mais elle ne résout qu'une partie du problème. Gardons l'exemple du secteur automobile. Afin de protéger véritablement l'environnement, de profonds changements sociopolitiques, tels que par exemple la restructuration intégrale du système des transports, seraient nécessaires. À la place, on observe partout dans le monde un développement des infrastructures routières destinées au transport individuel et des marchandises et on assiste même dans de nombreux pays à un démantèlement du réseau ferroviaire. Ce développement du réseau routier entraîne une augmentation du trafic, comme nous le montre le nombre de voitures construites. En 2014, plus de 67 millions de voitures ont été produites dans le monde ; en 2001, ce chiffre était encore inférieur à 40 millions.<sup>51</sup> D'après les pronostics, le parc automobile mondial, évalué aujourd'hui à un milliard de voitures, devrait passer à 1,6 milliards d'ici 2030. Une évolution désastreuse pour l'environnement – mais lucrative pour l'économie allemande. Car, en Allemagne, comme l'écrit le journaliste économique Stephan Kaufmann, « la construction automobile constitue le premier ou le deuxième secteur industriel allemand en termes d'investissements productifs, d'exportations et d'importations, d'investissements directs, de valeur ajoutée, de recherche et développement ainsi que d'emplois ».<sup>52</sup>

23

La question se pose donc de savoir comment améliorer l'efficacité de telle sorte que non seulement la prospérité soit relativement dissociée de l'utilisation des ressources mais que cette dernière connaisse également une baisse absolue. Pour ce faire, les instruments politiques traditionnels, qui ne mettent pas de frein à l'impératif de croissance, ne sont visiblement pas suffisants. Les effets supposés d'une telle « dissociation », vantés notamment par les partis écologistes, ne sont souvent que chimères. C'est pourquoi il est nécessaire de remettre en

<sup>50</sup> Santarius, Tilman : « Umweltfreundlich mehr verbrauchen », in *Atlas der Globalisierung*, p. 56 sq. ; *Idem* : *Der Rebound-Effekt : Ökonomische, psychische und soziale Herausforderungen von Wirtschaftswachstum und Energieverbrauch*, Cassel : Metropolis, 2015. <sup>51</sup> International Organization of Motor Vehicle Manufacturers (OICA) : « Production Statistics », disponible sur : <http://oica.net/category/production-statistics>. <sup>52</sup> Kaufmann, Stephan : « Globale Ökonomie des Autos », in Candeias *et al.* (dir.) : *Globale Ökonomie des Autos*, p. 20.

question le potentiel véritable de la stratégie de l'efficacité et de se concentrer davantage sur les nombreuses opportunités concrètes d'instaurer une économie de la suffisance.<sup>53</sup>

L'enjeu, c'est une transition véritable qui tienne compte du fait que les bases biophysiques de notre économie ne sont pas compatibles sur le long terme avec une logique de marché mettant l'accent sur l'efficacité. Une vaste transformation sociale et écologique (cf. Conclusion) doit s'attaquer également aux inégalités sociales. Il lui faut répondre à des critères écologiques et examiner quels sont les biens et les services dont nous avons véritablement besoin.

## 6

### « LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET LA DURABILITÉ ONT BESOIN D'UN ÉTAT FORT »

D'un côté, on entend dire, selon le paradigme d'une « réconciliation entre économie et écologie », qu'il serait dans l'intérêt des entreprises de contribuer à la protection de l'environnement. Or, nombre de personnes ont réalisé que la nature joue souvent un rôle secondaire dans les calculs des entreprises ou, plus précisément, qu'on ne peut se fier aux calculs des entreprises puisqu'ils ne tiennent pas compte de nombreux aspects (qui sont « externalisés »).<sup>54</sup> Comme nous l'avons vu précédemment, au sein de l'économie verte, la croissance demeure la base de la politique économique. Afin de limiter l'impact écologique négatif de la croissance, un grand nombre d'adeptes de l'économie verte souhaite que l'État durcisse ses réglementations. Ils estiment que, d'un point de vue historique, les « modes de production et de consommation qui se sont établis [...] auraient entraîné leur propre disparition » en l'absence d'une législation stricte en ma-

<sup>53</sup> Cf. Winterfeld, Uta von : « Vom Recht auf Suffizienz », in Rätz, Werner *et al.* (dir.) : *Ausgewachsen ! Ökologische Gerechtigkeit. Soziale Rechte. Gutes Leben*, Hambourg : VSA, 2011, p. 57–65. <sup>54</sup> Lutz, Christian/Zieschank, Roland/Drosdowski, Thomas : *Green Economy : Nachhaltige Wohlfahrt messbar machen unter Nutzung der umweltökonomischen Gesamtrechnungs-(UGR) Daten*, Berlin, 2015, disponible sur : [http://www.umweltbundesamt.de/sites/default/files/medien/378/publikationen/texte\\_69\\_2015\\_green\\_economy\\_nachhaltige\\_wohlfahrt\\_messbar\\_machen\\_0.pdf](http://www.umweltbundesamt.de/sites/default/files/medien/378/publikationen/texte_69_2015_green_economy_nachhaltige_wohlfahrt_messbar_machen_0.pdf).

tière de protection de l'environnement et d'une promotion étatique des technologies innovantes permettant de préserver les ressources et l'environnement.<sup>55</sup> En outre, l'État doit, selon eux, créer ou garantir les droits de propriété sur la nature pour que les entreprises puissent établir leurs plans et leurs calculs. Ils sont d'avis que les règles doivent être les mêmes pour tout le monde afin que les entreprises qui produisent de manière écologique ne soient pas désavantagées par rapport à la concurrence. Enfin, on entend dire également que les entreprises amélioreraient leur niveau technologique et leur compétitivité si des normes plus strictes étaient fixées. Des scientifiques de renom tels que Ernst Ulrich von Weizsäcker soulignent que « le marché ne peut enclencher le passage résolu à une économie et une société de l'efficacité des ressources et de la durabilité et qu'une implication forte de l'État est par conséquent indispensable. »<sup>56</sup>

Dans le même temps, l'État-nation pris de manière isolée est souvent considéré à l'heure actuelle comme impuissant et incapable de mettre en place des politiques efficaces en matière de protection de l'environnement et des ressources dans de nombreux domaines. On affirme également que les « biens communs planétaires » – un climat stable en tête – ont été surexploités parce que les profiteurs sont trop nombreux. Certains États profiteraient de l'utilisation des biens communs sans participer à leur protection. Nombre de problèmes seraient donc d'envergure planétaire et nécessiteraient de ce fait une solution mondiale faisant appel à la coopération internationale. Par conséquent, un renforcement des accords internationaux s'imposerait afin de fixer des règles juridiquement contraignantes.<sup>57</sup>

D'un côté, on attend donc de l'État qu'il crée les conditions favorables à l'économie verte. De l'autre, on doute de la possibilité de créer de telles conditions à l'échelle nationale et de la pertinence même d'une telle démarche.

## Qu'en est-il véritablement ?

Les réglementations (et les ressources financières) étatiques contribuent effectivement à donner une orientation, une sécurité en termes de planification et, le cas échéant, une aide concrète aux entreprises et à leur personnel, aux instituts de recherche, aux associations et à l'opinion publique ainsi qu'aux consommateurs. Les accords internationaux, notamment ceux en matière de politique climatique, n'empêchent pas uniquement certains pays de jouer les « profiteurs », ils favorisent également l'émulation. Les pays peuvent prendre exemple sur les pays les plus innovants, sur les précurseurs en matière de durabilité. Toutefois, des questions se posent et des critiques s'imposent.

Prenons l'idée d'un « État fort » : les modèles proposés pour une économie verte ne tiennent souvent pas compte du fait que l'État n'est pas neutre dans sa définition des réglementations. L'État est le miroir des rapports de pouvoir en œuvre au sein de la société. En témoignent par exemple les subventions accordées aux secteurs non durables de l'économie, qui sont largement aidés. Pendant la crise, les plans de relance n'ont pas automatiquement investi dans les secteurs « verts », mais ont plutôt eu un effet conservateur – que l'on pense par exemple à la prime à la casse introduite en Allemagne et en Autriche. L'État ne s'est pas fait ici l'agent de l'économie verte, mais s'est mis au service des intérêts des entreprises et des employés des grands secteurs traditionnels. Dans les démocraties libérales où règne la concurrence entre les partis, la politique est structurellement axée sur le court terme, à savoir sur les échéances électorales, ce qui ne facilite pas le choix d'orientations sur le long terme.

Un État, aussi fort soit-il, ne contribue aucunement à la durabilité s'il a pour unique but de favoriser la compétitivité et la croissance ainsi que de défendre les grandes fortunes et s'il ne met pas son pouvoir au service des personnes et de l'environnement. Malheureusement, c'est de plus en plus souvent le cas. Au cours des dernières décennies, les États-providence se sont transformés en « États-concurrence nationaux » (Joachim Hirsch) dont l'objectif principal consiste à garantir la compétitivité de « leurs » entreprises au sein de la concurrence mondiale. Cette évolution s'applique également aux politiques régionales telles que par exemple celles de l'Union européenne. Celle-ci a pour projet de devenir d'ici 2020 la région la plus compétitive au monde. Face à

la pénurie grandissante des ressources et donc à la concurrence qui s'intensifie les concernant, les États – et les groupements régionaux telles que l'Union européenne – se sont fixé pour objectif de sécuriser leur accès à certaines ressources. Et la « guerre mondiale des ressources » qui se profile est bien éloignée d'une démarche de protection de l'humain et de la nature.

L'espoir placé dans les accords internationaux est également trompeur. C'est ce que nous a montré notamment l'évolution de la Convention-cadre sur les changements climatiques au cours des 20 dernières années. Les pays s'affrontent en tant « qu'États-concurrence nationaux » sur l'échiquier international, ce qui laisse peu de place aux initiatives communes. Par conséquent, il est bien difficile de définir des objectifs communs pour la protection de l'environnement. La politique climatique mondiale est tout particulièrement menacée par les divergences qui existent à l'échelle internationale. Les pays du Sud et notamment les pays émergents insistent pour pouvoir augmenter leurs émissions étant donné que le réchauffement de la planète a été provoqué avant tout par les pays industrialisés. Les États du Nord critiquent, quant à eux, les « industries polluantes du Sud ». Et tous ne sont disposés à mettre en œuvre une politique de protection de l'environnement qu'à la condition qu'elle ne vienne pas freiner la croissance économique. Résultat ? Au lieu de développer des solutions communes lors des conférences internationales, les États s'y disputent la répartition des coûts et des recettes de la lutte contre le changement climatique.

**Conclusion :** Bien évidemment, les États et la politique internationale jouent un rôle décisif dans le développement de modes de vie et de production solidaires et durables. Toutefois, l'État n'est pas un acteur neutre. Jusqu'à présent, en Allemagne, en Autriche et en Suisse, l'État a dans l'ensemble et en dépit de certaines politiques spécifiques adaptées, surtout défendu le profit des entreprises qui sont bien loin de s'inscrire dans une logique de durabilité. Le nouveau concept d'une « diplomatie des matières premières » vient voiler les ambitions ouvertement impériales de la politique allemande et européenne. Pour que les priorités et les besoins soient définis en fonction de l'humain et de l'environnement, une transformation des rapports de pouvoir et des orientations au sein de la société est nécessaire.

## « LES ENTREPRISES SONT LE MOTEUR DE L'ÉCONOMIE VERTE »

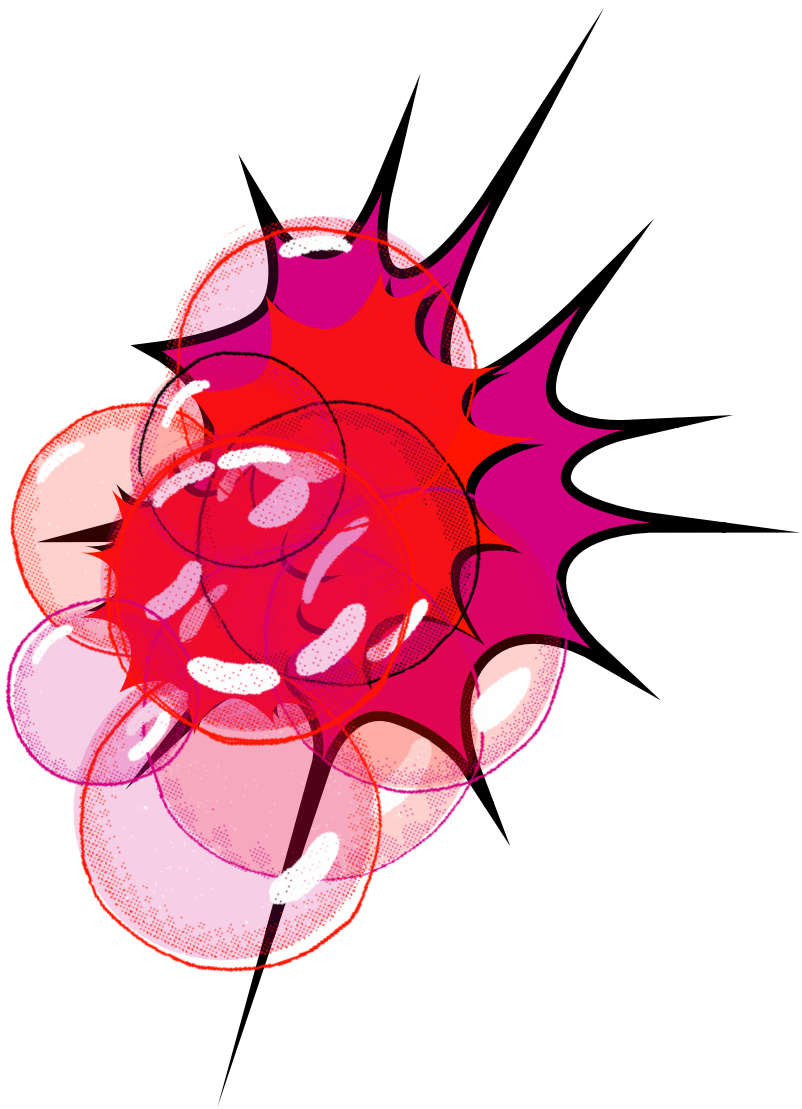
Dans l'idéal-type de l'école néoclassique et de la doctrine économique néolibérale, « l'économie » est composée de deux acteurs : les entreprises d'un côté et les consommateurs (ou les ménages) de l'autre. L'État leur fixe des règles, par exemple en matière de concurrence ou de normes écologiques et sociales. Dans ce modèle, les entreprises sont les moteurs de l'innovation sociale. La donne reste inchangée au sein de l'économie verte (même si le rôle de l'État y est perçu avec moins de scepticisme que dans la théorie économique traditionnelle ; cf. ci-dessus). Face à la pression de la concurrence des autres entreprises, à la demande des consommateurs pour certains produits et au cadre politique, les entreprises agissent de manière plus ou moins durable. L'idée d'une responsabilité sociale des entreprises joue ici un rôle clé. « Le financement volontaire de la neutralité climatique par les acteurs économiques majeurs et leurs fournisseurs, soit un segment particulier du secteur privé, pourrait être la clé d'un régime climatique mondial opérationnel. La vente de droits d'émission en vue de leur gel peut rapporter à l'avenir chaque année les 100 milliards de dollars nécessaires au financement du Fonds vert pour le climat créé à Copenhague afin de promouvoir la coopération Nord-Sud. »<sup>58</sup>

28

### Qu'en est-il véritablement ?

Dans l'économie capitaliste de marché, pas de protection de l'environnement ni d'utilisation durable des ressources naturelles sans la coopération des entreprises, pas de doute là-dessus. Dans des secteurs tels que l'énergie solaire et éolienne, de nouvelles entreprises apparaissent. Les grands groupes énergétiques subventionnent la recherche et le développement de technologies et de produits plus respectueux des ressources. Les entreprises s'adaptent également aux nouveaux comportements des ménages.

<sup>58</sup> Radermacher, Franz Josef : « Klimapolitik nach Doha : Hindernisse in Lösungen verwandeln », *GAI/A*, 22(2), p. 91.



Cependant, nombre d'entreprises contribuent largement au maintien d'un mode de vie et de production non durable et empêchent donc le développement d'alternatives. Car les entreprises privées sont obligées de dégager des profits afin de survivre au sein de la concurrence capitaliste et de satisfaire aux intérêts de leurs actionnaires. L'impératif de rentabilité les empêche d'instaurer une production respectueuse de l'environnement plus coûteuse. « Dans les conditions actuelles, il est peu probable, au vu des calculs de rentabilité, que les entreprises soient à l'origine des contributions majeures permettant l'avancée de la transformation écologique au cours des dix prochaines années. Il est bien plus probable que les progrès effectués dans ce champ de transformation soient favorisés par des facteurs externes. Les pouvoirs publics peuvent ainsi influencer de manière positive le calcul de rentabilité – concernant, par exemple, les investissements dans l'efficacité énergétique – en instaurant des incitations financières. »<sup>59</sup> Il convient donc de ne pas placer trop d'espoir dans les entreprises et de bien distinguer entre efforts sincères et simple tentative de *greenwashing*.

Prenons l'exemple de British Petroleum. Pendant dix ans, le troisième groupe pétrolier mondial s'est efforcé de se forger une bonne réputation en matière d'écologie. Ces efforts ont peu affecté sa politique commerciale. En 1999, BP a racheté pour 45 millions de dollars US l'entreprise Solarex spécialisée dans les systèmes photovoltaïques, s'autoproclamant dès lors « plus grande entreprise du secteur solaire au monde ». La campagne de communication verte accompagnant ce projet a coûté plus de quatre fois le prix de rachat. Entre 2005 et 2009, le groupe a investi 2,9 milliards de dollars US dans son créneau « énergies alternatives ». Ce montant ne représente cependant que 4,2 % de l'ensemble des investissements du groupe sur cette période. « La production journalière d'énergies renouvelables de BP correspond à moins de 0,1 % de sa production de pétrole et de gaz », écrit le quotidien allemand *die tageszeitung* en citant un rapport du *Wall Street Journal*.<sup>60</sup> Au cours de la même période, le groupe s'est lancé dans l'exploitation fort polluante de sables bitumineux au Canada. Suite à la catastrophe écologique dans

59 BMUB : *GreenTech made in Germany 4.0*, p. 168. 60 Staud, Toralf : « Greenwash von BP : Klarsicht dank Ölteppich », *die tageszeitung*, 25 avril 2010, disponible sur : <http://taz.de/!52966>.



le Golfe du Mexique en 2010, l'entreprise a perdu toute crédibilité en matière de protection de l'environnement.

Les intérêts non durables des entreprises ont un impact sur la société. Les grandes entreprises et les organisations patronales ne se contentent pas de répondre aux souhaits des consommateurs. Au contraire, elles les influencent activement. La conception de produit et les stratégies marketing sont dictées par l'impératif de rentabilité. La question de savoir quels seront les nouveaux produits fabriqués n'est pas tranchée dans le cadre d'un processus économique démocratique, ni le personnel ni d'autres groupes sociaux n'ont leur mot à dire. On constate même la tendance inverse : les entreprises s'attachent bien souvent à supprimer la participation sociale dans la production de biens et d'aliments. La fixation sur le rôle des entreprises privées est également à analyser comme une vaste offensive de privatisation. Le groupe Monsanto spécialisé dans les OGM tente ainsi depuis 20 ans d'empêcher que les producteurs agricoles conservent leurs semences. Or, les marchés visés par Monsanto et d'autres géants de l'industrie semencière sont précisément les régions des pays du Sud où les communautés agricoles se procurent elles-mêmes leurs semences.<sup>61</sup>

Et enfin, les entreprises ne se contentent pas de réagir aux réglementations étatiques. Bien plus, leur poids économique leur accorde une forte influence politique. Pour résumer, les entreprises sont des acteurs indispensables de la protection de l'environnement et de l'utilisation durable des ressources. Pour qu'elles n'agissent pas uniquement dans le sens de la loi du profit dictée par les gestionnaires, les propriétaires, les banques et les grandes fortunes, il est nécessaire d'instaurer, outre un cadre réglementaire politique, un contrôle social strict ainsi que la participation du personnel sensible aux questions écologiques aux grands processus décisionnels de l'entreprise. De même, nous avons besoin de consommateurs éclairés qui critiquent publiquement les entreprises et débattent des alternatives – il nous faut, en bref, un « débat public sur la production ». Par ailleurs, le Fonds vert pour le climat créé à Copenhague afin de promouvoir la coopération Nord-Sud évoqué précédemment ne dispose aujourd'hui encore que de moyens très réduits.

61 ETC Group : « Who will control the Green Economy : ETC Group Communiqué No. 107 », Ottawa, 2011, disponible sur : [http://www.etcgroup.org/files/publication/pdf\\_file/ETC\\_wwwctge\\_4web\\_Dec2011.pdf](http://www.etcgroup.org/files/publication/pdf_file/ETC_wwwctge_4web_Dec2011.pdf).

## « LES EMPLOYÉS ET LES SYNDICATS BLOQUENT LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE »

On entend souvent dire que, même si l'économie verte avec ses « emplois verts » constitue un modèle attrayant, ce sont bel et bien les syndicats qui refusent d'intégrer systématiquement la protection de l'environnement dans leur programme politique. On accuse ceux-ci, d'une part, de défendre par tous les moyens les sites industriels nationaux dans des pays comme l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse et de contribuer de la sorte à maintenir les emplois dans les secteurs de l'économie qui contribuent au réchauffement climatique.

D'autre part, les syndicats se retrouvent sous le feu des critiques parce qu'ils ne se gênent pas pour réclamer des conventions collectives et des comités d'entreprises dans les secteurs respectant les ressources, tels que l'énergie éolienne, et ce, en dépit de nombreuses résistances. On leur reproche de mettre ainsi en danger les marchés récents ou potentiels qui, à l'heure de la mondialisation, doivent faire face à la concurrence de régions du monde où les salaires sont bas.

32

### Qu'en est-il véritablement ?

La part de vérité : on retrouve dans le conseil de surveillance de l'entreprise du secteur énergétique RWE des personnes comme Frank Bsirske, le président du syndicat allemand des services ver.di. C'est ainsi qu'un acteur qui semblait prédestiné à réclamer que les emplois créés dans le secteur allemand des services soient non polluants et respectueux des ressources en vient à défendre l'expansion des mines de charbon à ciel ouvert. Les syndicats allemands sont tout particulièrement attachés aux modes de production favorisant le réchauffement climatique – et ce, malgré les promesses de création d'emplois de l'économie verte.

Cet attachement s'explique, d'une part, par l'influence toujours forte du corporatisme compétitif. Dans le doute, les syndicats préfèrent eux aussi défendre le maintien de la production en Allemagne, en Autriche et en Suisse, même si cela s'avère bien souvent une solution peu durable sur le plan écologique. En raison de leurs liens forts avec les entreprises et l'État, ils font

preuve d'une certaine réticence à s'attaquer aux problèmes liés entre autres à la politique de l'environnement. Les autres motifs de cet attachement sont à chercher dans les traditions syndicales. Par le passé, les syndicats ont en effet réussi à imposer des améliorations décisives concernant les conditions de travail dans l'industrie de l'acier et du charbon.

L'enjeu est aujourd'hui de renforcer les groupes qui s'engagent pour un changement de mentalité au sein des syndicats et auprès des employés qui souhaitent que la société prenne ses responsabilités par rapport à l'avenir.<sup>62</sup> Dans de nombreux pays, la transformation sociale et écologique ne se fera pas sans le soutien des syndicats, acteurs sociopolitiques majeurs. La question de savoir comment mettre en place concrètement la transition écologique est controversée, et ce, également au sein des syndicats. Étant donné qu'ils représentent les intérêts légitimes des salariés et tout particulièrement de leurs membres, la transition écologique les place face à un dilemme puisqu'elle s'effectue souvent au détriment des employés. Une étape décisive du processus consistera donc à surmonter ce paradoxe et à impliquer le personnel des entreprises dans la transition écologique.

33

Par ailleurs, on rencontre depuis longtemps dans d'autres régions du monde des mouvements conciliant ces deux aspects dans leurs luttes politiques. La pollution des industries qui dégradent l'environnement n'affecte pas uniquement le personnel des entreprises mais également la population entière des régions concernées. Ces dernières luttent pour un nouveau mode écologique de vie et de production capable de créer de bonnes conditions de travail respectant la santé des salariés. Voilà un bel exemple où le contexte social est pris en compte.

Au sein des syndicats, l'idée d'une transition structurelle fondamentale gagne également du terrain : quelles perspectives pour les régions si la sortie du charbon est décidée ? Les syndicats allemands, autrichiens et suisses ont un rôle tout particulier à jouer. En comparaison internationale, ils ont des effectifs importants et disposent de ce fait d'une forte influence. En

62 Cf. pour une présentation de nombreux modèles fort intéressants le numéro spécial 2015(2) intitulé « Gutes Leben für alle » de la revue *Wirtschaft & Umwelt* publiée par la Chambre autrichienne des ouvriers et des employés. Disponible sur : [http://akwien-ftp.arbeiterkammer.at/akfs/WUM\\_02\\_2015](http://akwien-ftp.arbeiterkammer.at/akfs/WUM_02_2015).

définitive, il est nécessaire que les syndicats réalisent qu'une économie s'orientant sur la croissance capitaliste nuit nécessairement à l'environnement. Ce modèle a, en outre, tendance à favoriser l'existence d'inégalités sociales et à les creuser. Cela signifie souvent que ce sont les pauvres qui ont un accès restreint aux biens tels que l'eau et l'électricité. Par conséquent, les travailleurs pauvres sont les premiers à avoir peur de perdre leur emploi.

**Conclusion :** Il est plus que temps que les syndicats exercent à nouveau leur rôle sociopolitique. Ils se sont concentrés pendant trop longtemps sur la préservation des intérêts de leurs effectifs permanents dans certains sous-secteurs de l'économie. De nombreux exemples montrent que la lutte syndicale peut être associée à des objectifs écologiques. Pour ce faire, il faut cependant changer les pratiques politiques. Les employés ont eux aussi intérêt à défendre la préservation de l'environnement et pas uniquement le maintien de leurs postes.<sup>63</sup>

34

C'est pourquoi la politique syndicale ainsi que la transformation sociale et écologique ne doivent pas uniquement se jouer au niveau de l'économie et de ses différents secteurs. Il est nécessaire de tenir compte également du milieu de vie des salariés. Qu'en est-il des fines poussières dégagées par les mines de charbon à ciel ouvert qui menacent la santé des ouvriers des mines et de la population alentour ? Est-il dans l'intérêt des employés de raser les lieux d'habitation de leur entourage social ? Un changement de mentalité s'impose au sein des syndicats et parmi les employés. On ne peut se contenter de s'intéresser au secteur formel du travail salarié. Pour changer l'économie, il faut tout d'abord que ceux qui participent à l'activité économique changent leur pratique. Cela concerne aussi bien les tâches productives que le travail de care. Un débat de société s'impose afin de déterminer ce que nous voulons produire et consommer au regard de la crise sociale et écologique actuelle et dans la perspective d'un bien-vivre pour tous et toutes.

<sup>63</sup> Cf. à ce sujet le projet de recherche financé par le Fonds autrichien pour le climat et l'énergie et rattaché à l'université de Vienne sur le rôle des syndicats et des intérêts des salariés dans l'instauration d'un modèle social et écologique, disponible sur : <http://trafo-labour.univie.ac.at>.

## « L'ARGENT VERT FAVORISE L'ÉCONOMIE VERTE »

Au sein de l'économie verte, le capital jusqu'alors investi dans les « secteurs polluants » doit être réorienté vers les « domaines verts ». <sup>64</sup> Pour ce faire, des investissements massifs sont prévus dans les domaines de l'énergie, des infrastructures et de l'agriculture ainsi que dans le développement de produits industriels durables. Cet argent provient des banques et des fonds d'investissement – par le biais de crédits ou encore par la mise en place de projets propres. Au-delà d'investissements pertinents en faveur des énergies renouvelables ou de la rénovation de bâtiments, il est également prévu que ces acteurs achètent des terres pour la culture de plantes telles que les palmiers à huile, la canne à sucre, le soja ou le maïs destinés à la fabrication d'agro-carburants.

L'Office fédéral allemand de l'environnement affirme que le rôle des marchés financiers, qui pendant de nombreuses années ont été « dissociés » de l'économie réelle, doit être repensé. Il est impératif désormais de financer les investissements « verts » et de les garantir. « Car, sur la même période et dans de nombreux pays, on constate au sein des économies nationales des pénuries de financement – ce qui surprend en cette époque de forte augmentation de la masse monétaire induite par les banques centrales. Ces pénuries affectent également l'économie verte puisque tant les budgets publics que les entreprises “vertes” risquent de s'endetter et donc de ne disposer que de ressources limitées : les budgets publics parce qu'ils sont contraints de réduire leurs dettes, et les entreprises en raison d'une dotation souvent faible en fonds propres des banques, ce qui entraîne une politique plus restrictive en matière d'octroi de crédits. » <sup>65</sup>

## Qu'en est-il véritablement ?

Le capital semble en effet être investi dans de nouveaux domaines.<sup>66</sup> Si cette évolution est, en soi, à saluer, il convient de l'analyser à l'aune de la financiarisation de l'économie qui gagne du terrain depuis les années 1980. Le terme de financiarisation ne désigne pas uniquement la montée de la spéculation, mais de manière plus générale « le poids grandissant des motifs financiers et des marchés financiers ainsi que des acteurs et des institutions de la finance »<sup>67</sup> au sein de l'économie et de la politique économique. Le capital financier en quête d'opportunités de placement a fortement augmenté suite à la dérégulation du secteur financier. De nouveaux produits financiers sont introduits, les systèmes de retraite ont connu une privatisation (partielle). La hausse des profits de nombreuses entreprises, l'augmentation des patrimoines privés et les excédents commerciaux colossaux des pays émergents – autant de sommes qui demandent à être placées lucrativement.

36

La financiarisation affecte également les domaines des ressources et de l'écologie. De plus en plus de capitaux sont investis dans les entreprises du secteur des matières premières et de l'énergie ainsi que dans les bourses de marchandises, et ce, également par les acteurs considérés comme conservateurs tels que les fonds de pension, les assurances vie et les fondations.<sup>68</sup> Le système d'échange des quotas d'émission est lui aussi devenu une sphère de placement. En 2011, la Banque mondiale estimait la valeur absolue du marché mondial du carbone à 142 milliards de dollars US.<sup>69</sup>

L'économie verte semble donc constituer pour les capitaux d'investissement une affaire tout aussi juteuse que l'économie des « vieilles » ressources. Au vu du pouvoir croissant du capital financier, la question de savoir si la politique dirige l'économie ou si les grands acteurs du marché utilisent la politique pour imposer leurs intérêts va devenir de plus en plus cruciale. En

<sup>66</sup> Zeller, Christian : « Die Natur als Anlagefeld des konzentrierten Finanzkapitals », in Schmieder, Falko (dir.) : *Die Krise der Nachhaltigkeit : Zur Kritik der politischen Ökologie*, Bern : Peter Lang, 2010, p. 103 sqq.

<sup>67</sup> Epstein, Gerald A. : *Financialization and the World Economy*, Londres : Edward Elgar, 2005, p. 3 ; « The Financialization of Land, Food, and Nature », *Journal für Entwicklungspolitik*, 2014(2) ; Kill, Jutta : *Economic Valuation of Nature : The Price to Pay for Conservation ?*, Bruxelles : Rosa-Luxemburg-Stiftung, 2014, disponible sur : [http://www.rosalux.de/fileadmin/rls\\_uploads/pdfs/sonst\\_publicationen/Economic-Valuation-of-Nature.pdf](http://www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/sonst_publicationen/Economic-Valuation-of-Nature.pdf).

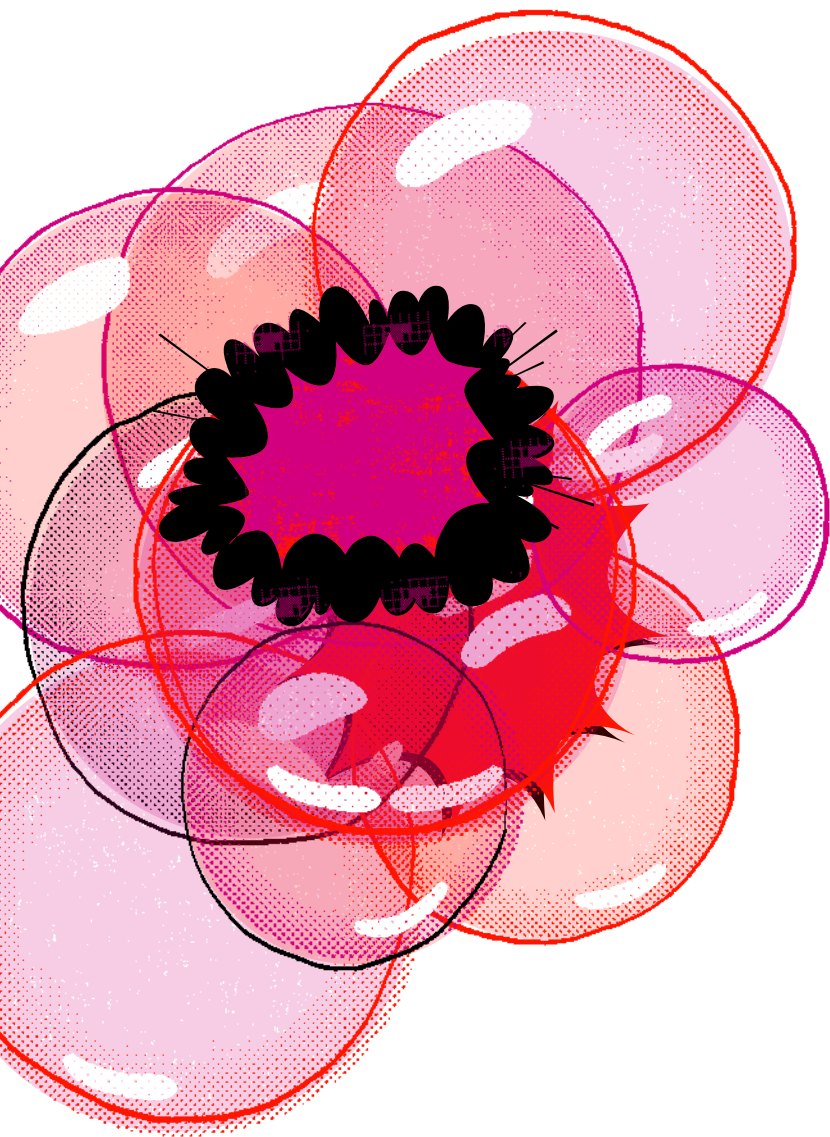
<sup>68</sup> Cf. Schneeweiß, Antje : *Spekulation im Schatten : Nachhaltigkeit und Investitionen in Rohstoffe*, Siegburg : Südwind, 2011. <sup>69</sup> Cf. <https://sandbag.org.uk>.

outre, la forte tendance à financiariser la nature repousse les alternatives à la périphérie. Difficile pour les petits producteurs de se défendre face aux capitaux investis dans l'achat de terres destinées à la production d'agrocarburants « propres ». <sup>70</sup> Les stratégies de l'économie verte devraient savoir que le capital en quête de plus-value a un poids économique et social important. La plupart du temps, son objectif est d'obtenir des revenus élevés et non pas de régler les vastes problèmes écologiques, sociaux et économiques.

Une étude publiée il y a quelques années par BUND, la branche allemande des Amis de la terre, et l'ONG Sandbag sur la politique du climat montre « que le système d'échange de quotas n'a pas entraîné une augmentation des coûts pour l'industrie, mais qu'au contraire, il est devenu pour elle une "poule aux œufs d'or" ». Grâce à lui, les entreprises ont en effet obtenu des excédents importants de droits de pollution qu'ils ont pu revendre à profit ou qui les protègent à l'avenir des éventuels coûts liés à leur rejet de dioxyde de carbone. <sup>71</sup> Cette étude, qui s'est penchée sur des entreprises ayant leurs sites de production en Allemagne, constate que celles-ci ont « obtenu grâce au système d'échange de quotas une source de bénéfices pouvant atteindre en tout 1,2 milliards d'euros ». <sup>72</sup>

À elles seules, neuf « entreprises produisant en Allemagne (raffineries, usines chimiques, entreprises de l'industrie du fer, de l'acier et du ciment) détiennent un milliard de quotas d'émission non utilisés qu'elles ont reçu gratuitement. Selon les estimations de la Commission européenne, le système d'échange européen dispose d'un excédent de deux milliards de quotas d'émission de dioxyde de carbone si l'on considère les quotas pouvant être effectivement utilisés par les entreprises menant leurs activités dans l'Union européenne. <sup>73</sup>

**70** Pichler, Melanie : *Umkämpfte Natur : Politische Ökologie der Palmöl- und Agrartreibstoffproduktion in Südostasien*, Münster : Westfälisches Dampfboot, 2014. **71** Morris, Damien – BUND/Sandbag : *Der Klimagoldesel 2013 : Carbon Fatcat Companies in Germany*, Berlin, 2013, p. 3, disponible sur : [http://www.bund.net/fileadmin/bundnet/pdfs/klima\\_und\\_energie/130212\\_bund\\_klima\\_und\\_energie\\_klimagoldesel\\_studie\\_englisch.pdf](http://www.bund.net/fileadmin/bundnet/pdfs/klima_und_energie/130212_bund_klima_und_energie_klimagoldesel_studie_englisch.pdf) ; cf. également FERN – Kill, Jutta/Ozinga, Saskia/Pavett, Steven/Wainwright, Richard : *Trading carbon : How it works and why it is controversial*, Bruxelles, 2010, disponible sur : [http://www.fern.org/sites/fern.org/files/tradingcarbon\\_internet\\_FINAL.pdf](http://www.fern.org/sites/fern.org/files/tradingcarbon_internet_FINAL.pdf). **72** Morris/BUND/Sandbag : *Der Klimagoldesel 2013*. **73** Dehmer, Dagmar : « Schwerindustrie profitiert vom Emissionshandel », *Der Tagesspiegel*, 17 mars 2014, disponible sur : <http://www.tagesspiegel.de/wirtschaft/europaeische-klimapolitik-schwerindustrie-profitiert-vom-emissionshandel/9623656.html>.





## « L'ALLEMAGNE PEUT RENFORCER SA POSITION DE LEADER MONDIAL DU MARCHÉ DES TECHNOLOGIES VERTES »

Le ministère allemand de l'Environnement constate que les entreprises allemandes du secteur des technologies de l'environnement détiennent à l'heure actuelle entre 6 et 30 % des parts du marché mondial, tendance à la hausse. Il estime que le volume du marché porteur « énergies non polluantes et stockage d'énergie » pourrait dépasser les 600 milliards d'euros d'ici 2020.<sup>74</sup>

« Les entreprises allemandes qui offrent des produits, des procédés et des services dans le domaine des technologies de l'environnement et de l'efficacité des ressources sont très présentes sur les marchés internationaux : suite à l'analyse des données de ces entreprises, on constate un taux d'exportation de 39 % pour la branche des technologies vertes. Cela signifie que ce secteur transversal réalise 39 % de son chiffre d'affaires à l'étranger, ce qui correspond à peu près au taux d'exportation de l'économie allemande, qui était de 40 % en 2013. » Ce chiffre est lié avant tout à la forte avance technologique dont bénéficie l'Allemagne en matière d'efficacité des ressources.<sup>75</sup>

39

Cette avance favorise la compétitivité du pays : « Les entreprises allemandes bénéficient tout particulièrement de l'augmentation de la demande mondiale concernant les produits, procédés et services "verts". En effet, les entreprises allemandes sont d'ores et déjà très bien représentées sur ces marchés porteurs et disposent également de très bonnes cartes pour l'avenir. Les technologies de l'environnement et l'efficacité des ressources favorisent de plus en plus une croissance durable, notamment grâce aux perspectives considérables d'exportation. »<sup>76</sup>

<sup>74</sup> BMUB : *GreenTech made in Germany 4.0*, p. 3. <sup>75</sup> Jacob, Klaus *et al.* : *Strategien und Optionen zur Stärkung der Ressourcenpolitik im Rahmen einer Green Economy*, Berlin, 2015, p. 5. <sup>76</sup> BMUB : *GreenTech made in Germany 4.0*, p. 4.

## Qu'en est-il véritablement ?

Le développement des technologies de l'environnement n'est pas seulement bénéfique et crucial pour un pays comme l'Allemagne doté d'une industrie forte. L'économie verte vise à « verdier » le principe de la concurrence, tant sur le marché mondial qu'en termes d'innovation, et à le soutenir grâce à des politiques étatiques.

Toutefois, il faudrait **premièrement** se demander de quels produits on parle au juste. S'agit-il véritablement de produits permettant de faire avancer le projet d'une société durable ? On considère par exemple les moteurs électriques comme un élément de l'économie verte alors qu'ils ne remettent pas en cause la mobilité automobile. Les parcs éoliens en mer, qui renforcent les monopoles des grandes compagnies d'électricité et ont parfois des conséquences écologiques désastreuses, illustrent également le caractère ambivalent des technologies vertes. Ces parcs entraînent par ailleurs des conflits concernant le transport de l'électricité des côtes vers les centres de consommation.

**Deuxièmement**, nous avons observé au cours des dernières années que dans l'un des domaines clés du secteur de l'énergie, en l'occurrence l'énergie solaire, la production de modules photovoltaïques a été progressivement délocalisée vers la Chine, et ce, en dépit de l'industrie allemande des hautes technologies. Pourquoi ? Parce que la production y est moins coûteuse. Les technologies ne constituent donc pas le facteur ultime : le niveau des salaires et la disponibilité des ressources jouent également un rôle décisif. La prépondérance chinoise est souvent interprétée comme un échec pour l'Allemagne. Mais pour le climat, peu importe d'où viennent les panneaux solaires (même s'il faut absolument critiquer les normes environnementales et sociales chinoises). La politique allemande semble plus attachée au succès des exportations allemandes qu'à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

**Troisièmement**, lorsque l'on célèbre la compétitivité, il convient de ne pas oublier que la concurrence n'entraîne pas seulement des innovations. Dans une compétition, il y a toujours des perdants. Nombre de personnes vivant dans les pays qui ne sont pas à la pointe de l'innovation deviennent de simples fournis-

seurs de ressources pour l'industrie des technologies vertes de pays comme l'Allemagne. Elles ne peuvent donc pas sortir de la pauvreté et se retrouvent dans une situation de dépendance. Comme on peut le voir à l'heure actuelle en Europe, la concurrence entre les différentes économies nationales engendre des crises, la dévalorisation des structures de production, le chômage et la pauvreté. Derrière l'idée d'un « leadership technologique » se cache la tentation de la domination mondiale. La protection de l'environnement est mise au service de l'hégémonie allemande et européenne – et non l'inverse.

**Quatrièmement**, aussi important que soit le développement de nouvelles technologies, elles demeurent un facteur central de la compétitivité des entreprises ou des pays producteurs sur le marché mondial. Cela constitue un obstacle à l'esprit de partage et de coopération. Il serait dans l'intérêt de l'environnement que tous les pays disposent de technologies propres. Or, les technologies, leur prix, voire leur monopole sont soumis à la concurrence mondiale et se doivent d'être rentables. Les poids lourds de l'économie ainsi que leurs représentants politiques ont tendance à favoriser les technologies lourdes et à forte intensité capitaliste qu'ils peuvent contrôler. Ils freinent ainsi le développement et la diffusion de technologies douces et adaptées aux besoins locaux ainsi que des stratégies ne misant pas sur le tout technologique et qui ne rapportent quasiment rien aux exportateurs allemands, tel que par exemple l'économie de la suffisance.

**Cinquièmement**, la production de hautes technologies nécessite des ressources rares ou qui se raréfient. Elle accentue donc la concurrence géoéconomique et géopolitique autour des ressources, ce qui peut également entraîner l'émergence de conflits.

## « NOS CHOIX DE CONSOMMATION INFLUENCENT LE COMPORTEMENT DES ENTREPRISES »

Nombre de publications consacrées à l'économie verte soulignent qu'on assiste à un changement de valeur au sein de la société au profit des produits et des modes de vie écologiques. « Le sondage représentatif mené en 2012 dans le cadre de l'étude Sensibilité écologique en Allemagne a montré qu'un tiers des Allemands n'a jamais acheté de produits bio. Soit les sondés estimaient que les produits bio étaient trop chers, soit ils doutaient de leurs bienfaits. Si l'on examine les statistiques de la distribution, cette posture de rejet se relativise. En Allemagne, le chiffre d'affaires des aliments bio est passé de 3,5 à 7,55 milliards d'euros entre 2004 et 2013. En 2013, les ménages allemands ont dépensé environ 7% supplémentaires pour des aliments et des boissons bio. Cette évolution peut être un indicateur que le comportement des consommateurs connaît une transformation verte. »<sup>77</sup> En Autriche, les parts relatives des produits bio sont même plus élevées.

On souhaite mettre cette évolution à profit. Le Conseil scientifique consultatif du gouvernement fédéral allemand sur le changement climatique mondial (WBGU) estime que l'apparition des « valeurs postmatérielles »<sup>78</sup> constitue une base décisive pour l'économie durable. Grâce au pouvoir de leurs choix de consommation, les ménages seraient en mesure de contraindre les entreprises à produire des produits « plus propres ». On assisterait au règne de la « souveraineté du consommateur ». Pour favoriser ce mécanisme, des informations doivent être mises à disposition des consommateurs afin de les sensibiliser.<sup>79</sup>

### Qu'en est-il véritablement ?

Le comportement et la responsabilité individuels ainsi que les processus d'apprentissage qui y sont liés jouent un rôle important, et cela vaut aussi pour la consommation. Ai-je vraiment besoin du téléphone portable dernier cri ? À quelle fréquence

les déplacements en avion sont-ils nécessaires ? Mais avant de célébrer le pouvoir des consommateurs et du « client roi » qui semble agir en fonction de son libre arbitre,<sup>80</sup> il convient de rappeler **premièrement** qu'au sein de l'économie capitaliste, ce sont les entreprises qui contrôlent la recherche et le développement ainsi que les produits et les procédés de fabrication. Cela signifie que les conditions sociales et écologiques de la production d'un téléphone portable ainsi que les pièces qui le composent sont en général décidées par les entreprises et donc par les investisseurs et les banques qui sont gouvernés par une logique de profit. Les pionniers, même de taille moyenne, d'une économie alternative ont souvent du mal à faire face à la concurrence.

**Deuxièmement**, les biens proposés aux consommateurs sont souvent le résultat d'une longue chaîne de production ponctuée de nombreux fournisseurs situés aux quatre coins de la planète. Il est quasiment impossible de savoir si les différents maillons de cette chaîne produisent de manière durable et, en règle générale, aucune information n'est disponible. Le pouvoir des consommateurs se voit également limité par le fait que les entreprises recouvrent leurs produits d'un « vernis vert » – souvent de manière injustifiée comme en témoignent entre autres les nombreux scandales alimentaires.

**Troisièmement**, le pouvoir des consommateurs dépend aussi fortement de la taille de leur porte-monnaie. Les personnes aisées peuvent décider librement si elles souhaitent prendre un vol longue distance pour les vacances ou si elles préfèrent partir à la mer Baltique. Pour les personnes pauvres, cette question ne se pose pas. Elles n'ont d'autre choix que de se priver. La modération, la suffisance ou le renoncement sont certes des éléments décisifs pour une transformation sociale et écologique. Il faut cependant ne pas oublier que l'on ne peut convaincre les gens de suivre ces principes que s'ils décident délibérément de le faire.<sup>81</sup>

<sup>80</sup> Grunwald, Armin : *Ende einer Illusion : Warum ökologisch korrekter Konsum die Umwelt nicht retten kann*, Munich : oekom, 2012, p. 14. <sup>81</sup> Noll, Heinz-Herbert/Weick, Stefan : « Lebenszufriedenheit steigt mit der Höhe der Konsumausgaben : Analysen zur Struktur von Konsumausgaben und subjektivem Wohlbefinden », *Informationsdienst Soziale Indikatoren*, 51, 2014, p. 1–6.

**Quatrièmement**, les consommateurs n'ont pas toujours le choix. Quand les trains régionaux ne circulent plus, on est obligé de prendre sa voiture. Quand les horaires de travail sont chargés, il reste peu de temps pour cuisiner. Si les produits alimentaires industriels et sous emballage plastique coûtent moins cher, les personnes pauvres ont moins le choix que les autres.

12

## « L'ÉCONOMIE VERTE EST UNE AUBAINE POUR LES PAYS DU SUD »

D'après le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), l'économie verte n'est pas seulement un moyen de lutter contre le réchauffement climatique et l'insécurité énergétique, elle permet également aux pays du Sud de sortir de la pauvreté. Grâce à l'économie verte, nous dit en effet le PNUE, les émissions de dioxyde de carbone diminuent, l'efficacité des ressources et de l'énergie augmente et l'environnement est préservé. De plus, les pays du Sud peuvent exporter des produits non polluants et proposer des services écosystémiques, tels que la protection des forêts. On assiste enfin à une réduction de la vulnérabilité des populations défavorisées, généralement plus touchées par la pénurie des ressources et par les dégradations écologiques. La prise en compte des enjeux sociaux est considérée comme une stratégie de la croissance verte inclusive. Si la croissance économique et les investissements ne se font plus au détriment de l'environnement, pays riches et pays pauvres peuvent connaître conjointement un développement plus durable.<sup>82</sup> C'est en tout cas l'espoir formulé.

44

### Qu'en est-il véritablement ?

Même les collaborateurs du PNUE se doutent que les choses ne sont pas si simples.<sup>83</sup>

**Premièrement**, l'essor a effectivement permis à des millions de personnes des pays du Sud de sortir de la pauvreté. Cependant, à l'heure de la crise, on constate encore et toujours que

l'impressionnante croissance économique de certains pays du Sud repose sur des modes non durables de vie et de production, à savoir sur une industrialisation tardive, et qu'elle engendre des problèmes écologiques de plus en plus importants dans ces pays.<sup>84</sup> Si la Chine, par exemple, atteint des taux de croissance prodigieux, c'est précisément parce que la production y est marquée par des bas salaires et une forte pollution. Même sa production de panneaux solaires pour l'économie verte n'échappe pas à la règle.<sup>85</sup>

**Deuxièmement**, depuis les ajustements structurels menés dans les années 1980, nombre de pays d'Afrique et d'Amérique centrale et du Sud ainsi que certains pays asiatiques se sont retrouvé confinés dans le rôle de fournisseurs de matières premières pour les pays du Nord. On parle à cet égard du modèle de développement du « néo-extractivisme ».<sup>86</sup> Cette répartition des rôles demeure inchangée au sein de l'économie verte puisqu'elle a besoin, elle aussi, de ressources telles que le maïs, le soja ou l'huile de palme pour les agrocarburants « durables ». Par ailleurs, le néo-extractivisme, qui affecte avant tout les pays du Sud, permet aux pays du Nord de maintenir leur mode de vie non durable.

En outre, « grâce au mécanisme de développement propre (MDP), les entreprises des pays industrialisés peuvent financer des projets visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans les pays du Sud et déduire, par la suite, la réduction ainsi obtenue de leurs propres émissions. Au lieu d'éviter les émissions de dioxyde de carbone dans les pays responsables, la réduction des émissions a lieu dans les pays où elle est peu coûteuse. Les fâcheuses mesures de réduction sont ainsi transférées du Nord vers le Sud, ce qui contribue à l'instauration et au maintien de structures (néo)coloniales. »<sup>87</sup>

**84** Institut international du développement durable & PNUÉ : *Guide du commerce et de l'économie verte*, p. 20. **85** Blume, Jutta/Greger, Nika/Pomrehn, Wolfgang : *Oben hui, unten pfui ? Rohstoffe für die « grüne » Wirtschaft : Bedarfe – Probleme – Handlungsoptionen für Wirtschaft, Politik & Zivilgesellschaft*, Berlin, 2011, disponible sur : [http://power-shift.de/wordpress/wp-content/uploads/2011/08/PowerShift-ForumUE-StudieRohstoffe-Gr%C3%BCneWirtschaft-2011web\\_klein.pdf](http://power-shift.de/wordpress/wp-content/uploads/2011/08/PowerShift-ForumUE-StudieRohstoffe-Gr%C3%BCneWirtschaft-2011web_klein.pdf). **86** Brand, Ulrich/Dietz, Kristina : « Dialektik der Ausbeutung : Der neue Rohstoffboom in Lateinamerika », *Blätter für deutsche und internationale Politik*, 2013(11), p. 75-84 ; Brand, Ulrich : « Lateinamerika in der Rohstoff-Falle », *Blätter für deutsche und internationale Politik*, 2015(2), p. 33-36. **87** BUKO : « Still not loving COPs : Thesenpapier des Arbeitskreises Gesellschaftliche Naturverhältnisse », Hambourg, 2015, p. 4.

**Troisièmement**, la production de matières premières a entraîné par le passé d'importants conflits et en entraîne aujourd'hui encore. Ainsi, en République du Congo, de nombreuses matières premières – telles que le coltan utilisé dans la fabrication des composants électroniques des téléphones et des ordinateurs portables – sont extraites de manière illégale et servent à financer des guerres sanglantes. Étant donné que le besoin en matières premières ne disparaît pas au sein de l'économie verte, l'exploitation des ressources continuera de susciter des affrontements.<sup>88</sup>

**Quatrièmement**, dans les pays producteurs, l'extraction des matières premières ne profitent dans une large mesure qu'aux maigres couches moyennes et supérieures (l'Amérique centrale et du Sud constitue à cet égard une exception). À l'inverse, alors que la population locale ne tire en général presque aucun avantage de l'exploitation des ressources, c'est elle qui doit bien souvent en supporter les effets écologiques nuisibles. Conséquence ? Malgré les acquis des pays émergents en matière de santé et d'éducation, les inégalités sociales se creusent à l'échelle mondiale.<sup>89</sup> Et cette augmentation des inégalités sociales favorise les comportements polluants.

Des représentants des pays du Sud attirent l'attention sur le fait que les stratégies de l'économie verte risquent de ne pas respecter l'ambition formulée lors du sommet de la Terre de Rio en 1992, à savoir : envisager la question du développement en tenant compte à la fois des perspectives économiques, sociales et écologiques. Selon eux, l'économie verte et les solutions qu'elle propose menacent de faire l'impasse sur la question de la répartition des richesses. Par ailleurs, les pays du Nord peuvent légitimer les barrières commerciales à l'égard des pays du Sud en s'appuyant sur les normes écologiques, tout en forçant l'ouverture des marchés du Sud aux « technologies propres ».

Renforcer l'indépendance des régions et des pays les plus vulnérables ainsi que les modes alternatifs de production : ces deux aspects décisifs ne trouvent pas de place dans l'économie

**88** Blume *et al.* : *Oben hui, unten pfui ?* **89** Cf. Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) : *Rapport sur le développement humain 2011*, New York, 2011, p. 31, disponible sur : [http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr\\_2011\\_fr\\_complete.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2011_fr_complete.pdf).



verte. Le leadership technologique reste entre les mains des pays du Nord et garantit leur compétitivité. L'économie verte fait croire que l'on peut atteindre une durabilité véritable marquée par un équilibre écologique et social tout simplement en mettant l'accent sur les domaines « verts » de l'économie. Pour réaliser un tel objectif, il est toutefois nécessaire de démocratiser la politique et le marché à l'échelle mondiale, d'introduire des mécanismes de compensation et de se défaire de l'impératif de la croissance et de la concurrence.

13

## « L'ÉCONOMIE VERTE RÉDUIT LA PAUVRETÉ »

Dans leurs prises de position officielles, les Nations unies évoquent systématiquement l'économie verte « dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté ». « Grâce au recours à des méthodes agricoles vertes, il est possible de lutter en même temps contre la destruction de l'environnement et contre la pauvreté. »<sup>90</sup> La gestion durable des forêts et l'agriculture écologique auraient ici un rôle décisif à jouer, notamment à l'égard de l'agriculture de subsistance dont dépendent les moyens d'existence de 1,3 milliards de personnes.<sup>91</sup> La lutte contre la pauvreté est également au cœur des « objectifs de développement durable » décidés par les Nations unies en septembre 2015. Ces objectifs doivent être atteints notamment grâce à une « croissance soutenue et partagée ».<sup>92</sup>

47

### Qu'en est-il véritablement ?

Ici également, un certain scepticisme est de mise. En effet, les causes de la pauvreté ne disparaissent pas au sein de l'économie verte : accès inégal à l'éducation, aux soins de santé et aux crédits, inégalité de revenus. Dans le domaine agricole, on manque d'investissements permettant d'augmenter la productivité et de garantir aux agriculteurs de manger à leur faim ou

<sup>90</sup> PNUE : *Towards a Green Economy*, p. 36. <sup>91</sup> *Ibid.* <sup>92</sup> Cf. <https://sustainabledevelopment.un.org/sdgs-proposal/french>. <sup>93</sup> Cf. Lander, Edgardo : « El lobo se viste con piel de cordero », *América Latina en movimiento online*, 11 octobre 2011, disponible sur : <http://www.alainet.org/es/active/50100> ; Moreno, Camila : « Las ropas verdes del rey. La economía verde : una nueva fuente de acumulación primitiva », in Lang, Miriam *et al.* (dir.) : *Alternativas al Capitalismo/Colonialismo del Siglo XXI*, Quito : Abya Yala, 2013, p. 63-97.

d'obtenir un prix décent pour leurs produits. Cette situation est le résultat des rapports de pouvoir politiques et économiques à l'œuvre dans de nombreux pays et au plan international.<sup>93</sup>

L'expérience du « développement durable » n'est pas uniquement positive. Le réchauffement climatique, l'extinction des espèces, la déforestation et la désertification gagnent du terrain. Mais ce n'est pas tout. Même si elles portaient souvent d'une bonne intention, les nombreuses démarches mises en place ont souvent entraîné une augmentation de la pauvreté en raison des rapports de pouvoir en vigueur. Dans de nombreux cas, les populations indigènes ont été chassées de leurs terres sous prétexte qu'elles avaient un mode de vie non durable. Au lieu de leur donner la possibilité d'adopter des pratiques durables, on les expulse afin de créer par exemple des réserves au sein desquelles personne ne doit intervenir dans les processus naturels. Dans d'autres cas, ce sont les entreprises qui chassent les populations de leurs terres afin d'accéder aux ressources naturelles.

À quelques exceptions près, la question de l'équité sociale n'est jamais au cœur de l'économie verte.<sup>94</sup> Alors que la croissance est censée apporter la solution à tous les problèmes, personne ne s'interroge de savoir à qui elle profite et la question de la répartition des richesses est particulièrement taboue. Par conséquent, les inégalités structurelles demeurent.

Que ce soit à la « sauce verte » ou non, l'enjeu décisif est de s'attaquer aux causes de la pauvreté et des inégalités et donc de transformer les structures économiques et politiques. À l'heure actuelle, les tendances dominantes entraînent une concentration du pouvoir entre les mains des entreprises du secteur agricole et alimentaire. Nous assistons à l'introduction de semences génétiquement modifiées sous le couvert des technologies vertes. Des personnes sont expropriées et privées de leur capacité d'action. Les petits producteurs perdent leurs terres et sont contraints de vendre leur force de travail à la journée dans des plantations destinées à la production d'agrocarburants.<sup>95</sup>

94 Herman : *Green new deal*. 95 Cf. International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development (IAASTD) : *Global Report*, Washington D.C., 2009.

La problématique de la lutte contre la pauvreté est donc liée aux rapports de pouvoir politiques et économiques. Dans le même temps, les grands acteurs politiques et économiques ne semblent pas prendre la réduction de la pauvreté très au sérieux. Dans sa stratégie pour les matières premières, le gouvernement allemand affirme, certes, qu'il vise également à assurer des chances équitables de développement pour les pays extracteurs. Le leitmotiv de cette stratégie demeure cependant de sécuriser l'accès des économies allemande et européenne aux matières premières dont elles ont besoin. En témoigne un projet de coopération avec le Kazakhstan. Lors de la visite officielle de la chancelière Angela Merkel en février 2012, 50 contrats d'un volume total de 4,5 milliards d'euros ont été conclus. « Pour l'Allemagne, le Kazakhstan constitue le fournisseur idéal en matières premières. Ce pays d'Asie centrale dispose de quasiment tous les grands métaux industriels », écrivait déjà Ralf Heß dans la revue en ligne *Telepolis* au printemps 2011.<sup>96</sup> Or, la lutte contre la pauvreté et la défense des droits humains sont bien loin de constituer une priorité politique pour le gouvernement autoritaire à la tête de ce pays.

<sup>96</sup> Heß, Ralf : « Rohstoffpartner Kasachstan », 3 avril 2011, disponible sur : <http://www.heise.de/tp/artikel/34/34457/1.html>.

## CONCLUSION

### FACE AUX FAUSSES PROMESSES DE L'ÉCONOMIE VERTE, UNE TRANSFORMATION SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE EST INDISPENSABLE (ET POSSIBLE !)

L'économie verte est censée être source d'harmonie. Elle réconcilierait l'économie avec l'écologie et protégerait la nature, tout en réduisant la pauvreté et en renforçant la croissance économique. Ses chantres promettent également que son expansion entraînera la création de nouveaux emplois de qualité. La destruction ininterrompue de la nature, la multiplication des conflits et les inégalités sociales nous montrent toutefois que la solution n'est pas si simple.

Pourquoi ? Principalement parce que l'impératif de croissance capitaliste, l'hégémonie de la logique de profit et les intérêts forts qui y sont liés entravent la réalisation d'objectifs nobles. L'économie verte promet une modernisation « verte » du capitalisme. La logique capitaliste de la concurrence et de la compétition ainsi que les rapports de pouvoir pesant en faveur des entreprises restent intacts.<sup>97</sup> On enjoint les consommateurs à adopter un comportement plus écologique tout en voulant maintenir les principes anti-écologiques inhérents à la structure du mode de production capitaliste.

L'économie verte – telle qu'elle est promue à l'heure actuelle – ne réconcilie ni les entreprises capitalistes avec le climat, ni les classes privilégiées de la société (à l'échelle mondiale) avec les classes défavorisées. Une telle démarche unilatérale est condamnée à l'échec et donne le sentiment que certains cherchent ici à faire une omelette sans casser d'œufs.

Pour comprendre l'émergence du concept d'économie verte, il faut tenir compte, d'une part, des problèmes manifestes que rencontre la politique environnementale au niveau mondial et, d'autre part, de la récente crise économique et financière. Lors du sommet de la Terre de Rio en 1992, à l'issue de la Guerre froide, la

97 Cf. Wichterich : « Kapitalismus mit Wärmedämmung ».

communauté internationale a réussi à dresser un compromis historique. Le terme de « développement durable » devait permettre de réconcilier les positions des pays du Nord et du Sud.

Lors de ce sommet, il est décidé que les dimensions écologiques, sociales et économiques doivent être traitées à égalité et conciliées. Le modèle du « développement durable » attribue, en outre, un rôle central aux générations futures et à leurs perspectives d'avenir.<sup>98</sup> En dépit des prémisses problématiques du concept de durabilité, il a le mérite d'établir un lien entre ces trois dimensions. L'économie verte constitue à cet égard une régression. En effet, la plupart du temps, la dimension sociale n'est pas prise en compte et l'écologie doit se soumettre aux intérêts de l'économie.

Les questions intergénérationnelles, c'est-à-dire la promesse d'un avenir radieux, sont ignorées. Au final, les adeptes de l'économie verte ont à cœur de démontrer que les mesures de protection de l'environnement sont rentables financièrement. Leur objectif est de favoriser le développement des technologies vertes et des marchés à l'aide d'investissements de grande envergure. Ils espèrent pouvoir protéger l'environnement en attribuant une valeur marchande à la nature et en calculant le prix des services écosystémiques. Ce faisant, ils soumettent la protection de l'environnement à une logique de rentabilité. L'économie verte a également gagné du terrain en raison de la suraccumulation du capital dont a témoigné la crise. Ces capitaux cherchent désespérément de nouvelles opportunités de placement et de valorisation. Le verdissement des investissements et des flux financiers ne constitue pas le principal danger de l'économie verte. Elle menace surtout d'entraîner l'application des principes capitalistes à la nature.<sup>99</sup>

L'économie verte n'est donc pas un jeu dont tout le monde sort gagnant. Au contraire, elle peut susciter de nombreux conflits. Aujourd'hui déjà, elle exclut nombre de personnes et elle repose sur les rapports de pouvoir et de domination du paradigme économique dominant. En examinant avec attention les formes

concrètes que prend l'économie verte ainsi que ses forces motrices et les intérêts qui l'animent, on constate qu'à l'heure actuelle, son objectif principal est de renforcer les structures capitalistes de marché. Il s'agit avant tout de favoriser la croissance capitaliste.

Certes, le capitalisme tente de faire face aux problèmes tels que la destruction de l'environnement. Mais sa réaction est guidée par les entreprises et les nantis et répond à leurs besoins. Par conséquent, il est probable que l'on passe effectivement à de nouvelles formes d'énergie et que l'efficacité de la production et des produits s'améliore. Après tout, dès qu'il s'agit de dégager des profits, les investisseurs se pressent au portillon. Mais ce mécanisme peut-il, à lui seul, engendrer des changements fondamentaux ?<sup>100</sup> Rien n'est moins sûr.

La tentative lancée lors du sommet sur les changements climatiques Rio+20 d'établir l'économie verte comme nouveau modèle de développement s'est soldée par un échec. Ce sommet n'a en effet apporté aucun résultat significatif. La 21<sup>e</sup> conférence sur les changements climatiques de Paris en 2015 ne saurait être plus fructueuse. Ce n'est pas pour autant que l'on a abandonné l'idée d'un verdissement de l'économie censé stabiliser le capitalisme et aider à mieux le faire accepter par la population. Nombre de gouvernements, d'entreprises, de think-tanks et d'individus poursuivent leurs efforts afin de mettre en œuvre certains aspects de l'économie verte. La Coalition pour une économie verte, qui réunit différentes organisations internationales,<sup>101</sup> propose qu'une alliance composée des pays précurseurs en la matière, tels que la Corée du Sud, le Japon, le Danemark et l'Allemagne, et de quelques entreprises pionnières contribue avec le soutien de l'ONU et d'autres organisations internationales à faire avancer le projet d'une économie verte et à développer une croissance verte à l'échelle mondiale. Loin de

**100** Cf. Kaufmann, Stephan/Müller, Tazio : *Grüner Kapitalismus : Krise, Klimawandel und kein Ende des Wachstums*, Berlin : Karl Dietz, 2011 ; Brand, Ulrich/Wissen, Markus : « Strategien einer Green Economy, Konturen eines grünen Kapitalismus », in Atzmüller, Roland et al. (dir.) : *Fit für die Krise ? Perspektiven der Regulationstheorie*, Münster : Westfälisches Dampfboot, 2013, p. 132-148. **101** La Coalition pour une économie verte regroupe un grand nombre d'organisations intergouvernementales et d'ONG de renom, notamment le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), le Fonds mondial pour la nature (WWF), l'Institut international du développement durable (IIED) et le Forest Stewardship Council (FSC). **102** Cf. [www.gggi.org](http://www.gggi.org).

l'attention des médias et des sommets internationaux, des stratégies sont formulées et on voit la création d'instituts internationaux tels que le Global Green Growth Institute.<sup>102</sup> Mais bien loin de donner le coup d'envoi d'un véritable changement, ces initiatives menacent de renforcer les structures économiques non durables. Même les dirigeants politiques allemands en sont arrivés à ce constat. En amont de la conférence Rio+20, ils ont lancé un appel conjoint avec des associations de défense de l'environnement et pour le développement afin de revendiquer, en lieu et place du capitalisme vert, la définition d'un nouveau concept de croissance et une prospérité qui ne serait pas fondée sur l'utilisation des ressources. Partout dans le monde, la frange progressiste de la société civile se montre, elle aussi, en grande partie sceptique vis-à-vis de l'économie verte et de ses différentes facettes, voire se mobilise contre elle.

Le débat autour de l'économie verte ne doit pas se limiter à la question de la concentration de dioxyde de carbone, des subventions attribuées à l'énergie solaire et des grandes technologies. Les enjeux sont bien plus vastes. Il s'agit de décider comment nous souhaitons aménager le rapport des personnes et de la société à la nature. À l'heure actuelle, ce rapport est bien trop souvent ancré dans des démarches non solidaires, non respectueuses de l'environnement et qui ne tiennent pas compte de la dimension sociale. Pour changer véritablement la donne, les structures sociales doivent être transformées afin de mettre en place un mode de vie et de production véritablement durable.<sup>103</sup> Des questions fondamentales se posent : qu'est-ce qu'une ville durable ? En fonction de quels critères doit-on organiser la production et la répartition des denrées alimentaires ? Quelle vie souhaitons-nous mener ?<sup>104</sup>

Un mode de vie et de production solidaire n'est possible que si des produits correspondant à un besoin social véritable sont fabriqués par des personnes bénéficiant d'une couverture sociale, et uniquement si le travail salarié ne constitue pas la seule fin d'une vie humaine (« vivre pour travailler »). Le travail salarié ne doit pas seulement garantir les moyens d'existence,

il doit également être porteur de sens. Pour ce faire, il est indispensable de visibiliser les nombreuses autres activités non rémunérées et, si nécessaire, de les réorganiser (par exemple le travail de care non rémunéré principalement assuré par des femmes).

Le débat sur le « bien-vivre » mené à l'heure actuelle en Amérique centrale et du Sud propose des pistes intéressantes.<sup>105</sup> En Allemagne également, on voit fleurir des modèles en faveur d'une économie de la décroissance ou d'une économie citoyenne et pour une transformation sociale et écologique. En septembre 2014 s'est tenue à Leipzig la 4<sup>e</sup> conférence internationale sur la décroissance à laquelle ont participé plus de 3 000 personnes.<sup>106</sup> Nombre de publications proposent des modèles alternatifs<sup>107</sup> et de nombreuses associations plaident pour une rupture claire avec l'économie de croissance.<sup>108</sup> Quant à l'université de léna, elle accueille un laboratoire de recherche intitulé « Sociétés postcroissance » et financé par la Fondation allemande pour la recherche. Enfin, les discussions menées au sein de la commission d'enquête du Bundestag consacrée à l'impact de la croissance sur la prospérité et la qualité de vie ont, elles aussi, contribué à populariser le débat sur la croissance et sur les modèles alternatifs.<sup>109</sup>

Au-delà de la critique de la politique dominante et des évolutions sociétales, il est nécessaire d'identifier les nombreuses démarches positives existantes et de les soutenir (projets et mouvements, entreprises progressistes et représentants politiques courageux et visionnaires, universitaires et maisons d'édition engagés). Il nous faudra construire de vastes alliances. L'un des enjeux consiste à convaincre les acteurs qui, jusqu'à présent, ont plutôt freiné le développement de projets alternatifs (tels que, par exemple, les syndicats) qu'ils ont tout intérêt à soutenir

**105** Cf. Fatheuer, Thomas : *Buen Vivir : Eine kurze Einführung in Lateinamerikas neue Konzepte zum guten Leben und zu den Rechten der Natur*, Berlin : Heinrich-Böll-Stiftung, 2011 ainsi que Gudyas, Eduardo/Lang, Miriam/Pedersen, Birte : *Buen Vivir : Das gute Leben jenseits von Wachstum und Entwicklung*, Reihe Analysen, Berlin : Rosa-Luxemburg-Stiftung, 2012, disponible sur : [http://www.rosalux.de/fileadmin/rls\\_uploads/pdfs/Analysen/Analyse\\_buenvivir.pdf](http://www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/Analysen/Analyse_buenvivir.pdf). **106** Cf. [www.degrowth.de](http://www.degrowth.de). **107** Cf. par exemple le site [blog-wachstum.de](http://blog-wachstum.de) ; Schmelzer, Matthias/Passadakis, Alexis : *Postwachstum : Krise, ökologische Grenzen und soziale Rechte*, Hamburg : VSA, 2011 ; Seidl, Irmil/Zahrnt, Angelika (dir.) : *Postwachstumsgesellschaft : Konzepte für die Zukunft*, Marbourg : Metropolis, 2010. **108** Par exemple l'association Verein für Ökologische Ökonomie ([voeoe.de](http://voeoe.de)) et son réseau Wachstumschwende ([wachstumswende.org](http://wachstumswende.org)). **109** Cf. <http://webarchiv.bundestag.de/archive/2013/1212/bundestag/gremien/enquete/wachstum/index.html>. **110** Acosta, Alberto : *Buen vivir : Vom Recht auf ein gutes Leben*, Munich : oekom, 2014, p. 19.



ces changements socio-écologiques fondamentaux puisqu'ils correspondent à leurs valeurs. « Le bien-vivre pour tous au lieu de la Dolce vita pour quelques-uns », écrit l'une des grandes figures intellectuelles d'Amérique du Sud, Alberto Acosta.<sup>110</sup> Il nous faut développer des concepts forts tels que la justice climatique, la souveraineté alimentaire ou justement le bien-vivre pour tous. Enfin, nous avons besoin de modèles positifs, de représentations et d'utopies d'une vie meilleure qui vailent la peine de lutter.<sup>111</sup> Ce qu'il nous faut, c'est « la perspective d'une amélioration de la qualité de la vie ». <sup>112</sup>

Mais ce n'est qu'un début. La route est encore longue. Il faut, en effet, non seulement se défaire de l'impératif capitaliste de croissance et de la logique du profit mais également transformer les autres rapports de domination (notamment ceux liés aux catégories du genre et de la race) si l'on veut ouvrir la voie à un monde où les populations peuvent aménager leurs conditions de vie et leur rapport à la nature de manière démocratique, solidaire et véritablement durable.

**111** BUKO : « Still not loving COPs » ; Welzer, Harald/Sommer, Bernd : *Transformationsdesign : Wege in eine zukunftsfähige Moderne*, Munich : oekom, 2014. **112** Descamps, Philippe : « Sobriété contre austérité », *Le Monde diplomatique*, juillet 2015, p. 1.

## POUR EN SAVOIR PLUS

### TEXTES FAISANT LA PROMOTION DE L'ÉCONOMIE VERTE :

- Carius, Alexander/Taenzler, Dennis (dir.) : *The Rise of the Green Economy : A New Paradigm for the Developing World ?*, Munich : oekom, 2015.
- Commission européenne : *Europe 2020 : une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive*, Bruxelles, 2010, disponible sur : <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2010:2020:FIN:FR:PDF>.
- Commission européenne : *Sustainable Industry : Going for Growth & Resource Efficiency*, Bruxelles, 2011, disponible sur : [http://ec.europa.eu/enterprise/policies/sustainablebusiness/files/brochure\\_sustainable\\_industry\\_150711\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/enterprise/policies/sustainablebusiness/files/brochure_sustainable_industry_150711_en.pdf).
- nef – the new economics foundation : *The Great Transition : A Tale of How it Turned Out Right*, Londres, 2009, disponible sur : [http://www.neweconomics.org/sites/neweconomics.org/files/Great\\_Transition\\_0.pdf](http://www.neweconomics.org/sites/neweconomics.org/files/Great_Transition_0.pdf).
- Ocampo, José Antonio : *La Macro y la Mesoconomía de la Economía Verde*, Bogotá : Friedrich-Ebert-Stiftung, 2014.
- OECD : *Vers une croissance verte*, Paris, 2011, disponible sur : <http://www.oecd.org/fr/croissanceverte/vers-une-croissance-verte-9789264111332-fr.htm>.
- PNUE : *A Global Green New Deal : Policy Brief*, Nairobi, 2009, disponible sur : [http://www.unep.org/pdf/A\\_Global\\_Green\\_New\\_Deal\\_Policy\\_Brief.pdf](http://www.unep.org/pdf/A_Global_Green_New_Deal_Policy_Brief.pdf).
- PNUE : *Towards a Green Economy : Pathways to Sustainable Development and Poverty Eradication*, Genève, 2011, disponible sur : [http://www.unep.org/greeneconomy/Portals/88/documents/ger/ger\\_final\\_dec\\_2011/Green%20EconomyReport\\_Final\\_Dec2011.pdf](http://www.unep.org/greeneconomy/Portals/88/documents/ger/ger_final_dec_2011/Green%20EconomyReport_Final_Dec2011.pdf). Traduction française de certaines parties de ce rapport disponible sur : <http://www.unep.org/french/greeneconomy/Lerapport/tabid/78153/Default.aspx>.
- PNUE : *Using Models for Green Economy Policymaking*, Nairobi, 2014, disponible sur : [http://www.unep.org/greeneconomy/Portals/88/documents/GEI%20Highlights/UNEP%20Models%20GE\\_for%20web.pdf](http://www.unep.org/greeneconomy/Portals/88/documents/GEI%20Highlights/UNEP%20Models%20GE_for%20web.pdf).
- Wissenschaftlicher Beirat der Bundesregierung Globale Umweltveränderungen : *Welt im Wandel : Gesellschaftsvertrag für eine*

*Große Transformation*, Berlin, 2011, disponible sur : [http://www.wbgu.de/fileadmin/templates/dateien/veroeffentlichungen/hauptgutachten/jg2011/wbgu\\_jg2011.pdf](http://www.wbgu.de/fileadmin/templates/dateien/veroeffentlichungen/hauptgutachten/jg2011/wbgu_jg2011.pdf).

## TEXTES PRÉSENTANT UN POINT DE VUE CRITIQUE SUR L'ÉCONOMIE VERTE OU PROPOSANT DES MODÈLES ALTERNATIFS :

- Acosta, Alberto : *Buen vivir : Vom Recht auf ein gutes Leben*, Munich : oekom, 2014.
- Bauriedl, Sybille (dir.) : *Wörterbuch Klimadebatte*, Bielefeld : transcript, 2015, sous presse.
- Brand, Ulrich : « Green Economy – the Next Oxymoron ? No Lessons Learned from Failures of Implementing Sustainable Development », *GAI*, 2012(1), p. 28–32.
- Brand, Ulrich/Lösch, Bettina/Opratko, Benjamin/Thimmel, Stefan (dir.) : *ABC der Alternativen 2.0*, Hambourg : VSA, 2012.
- ETC Group : « Who will control the Green Economy : ETC Group Communiqué No. 107 », Ottawa, 2011, disponible sur : <http://www.etcgroup.org/content/who-will-control-green-economy-0>.
- Fairhead, James/Leach, Melissa/Scoones, Ian : « Green Grabbing : A New Appropriation of Nature ? », *The Journal of Peasant Studies*, 2012(2), p. 237–261.
- Herman, Christoph : *Green new deal and the question of environmental and social justice*, Genève, 2015, disponible sur : [http://www.global-labour-university.org/fileadmin/GLU\\_Working\\_Papers/GLU\\_WP\\_No.31.pdf](http://www.global-labour-university.org/fileadmin/GLU_Working_Papers/GLU_WP_No.31.pdf).
- Jackson, Tim : *Prosperité sans croissance : la transition vers une économie durable*, Louvain-la-Neuve : De Boeck, 2010.
- Kaufmann, Stephan/Müller, Tazio : *Grüner Kapitalismus : Krise, Klimawandel und kein Ende des Wachstums*, Berlin : Rosa-Luxemburg-Stiftung, 2011, disponible sur : [http://www.rosalux.de/fileadmin/rls\\_uploads/pdfs/R21GruenerKapitalismus.pdf](http://www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/R21GruenerKapitalismus.pdf).
- Klein, Naomi : *Tout peut changer : capitalisme et changement climatique*, Arles : Actes Sud, 2015.
- Moreno, Camila : « Las ropas verdes del rey. La economía verde : una nueva fuente de acumulación primitiva », in Lang, Miriam *et al.* (dir.) : *Alternativas al Capitalismo/Colonialismo del Siglo XXI*, Quito : Abya Yala, 2013, p. 63–97.
- Salleh, Ariel : « Rio+20 and the Extractivist Green Economy », *Arena*, 119, 2012, p. 28–30.
- Schmelzer, Matthias/Passadakis, Alexis : *Postwachstum : Krise, ökologische Grenzen und soziale Rechte*, Hambourg : VSA, 2011.
- Spash, Clive L. : « Green Economy, Red Herring », *Environmental Values*, 2012(2), p. 95–99.

- Welzer, Harald/Sommer, Bernd : *Transformationsdesign : Wege in eine zukunftsfähige Moderne*, Munich : oekom, 2014.
- Wissen, Markus : « Post-neoliberale Hegemonie ? Zur Rolle des Green-Economy-Konzepts in der Vielfachkrise », *Kurswechsel*, 2012(2), p. 28–36.

### **Mentions légales**

luxemburg argumente n° 3, 4<sup>e</sup> édition revue et mise à jour  
publiée sous la direction de la Rosa-Luxemburg-Stiftung

Responsable légal : Stefan Thimmel

Franz-Mehring-Platz 1 · D - 10243 Berlin · [www.rosalux.de](http://www.rosalux.de)

ISSN 2193-5831 · Clôture de la rédaction : septembre 2015

**Auteur** : Ulrich Brand, professeur de politique internationale à l'université de Vienne ;  
membre de la commission d'enquête « Wachstum, Wohlstand, Lebensqualität »  
(Croissance, prospérité, qualité de vie) du Bundestag ; de janvier 2011 à juin 2013  
chercheur invité à l'Institut für Gesellschaftsanalyse de la Rosa-Luxemburg-Stiftung,  
Berlin ; co-rédacteur en chef de la revue *Blätter für deutsche und internationale  
Politik*, [www.univie.ac.at/intpol](http://www.univie.ac.at/intpol)

**Aide à la recherche** : Jana Flemming, Bettina Köhler et Nina Treu

**Travail éditorial** : Steffen Kühne, Tadzio Müller, Stefan Thimmel

**Mise en page** : AEIOU, [www.bureau-aeiou.com](http://www.bureau-aeiou.com) ;

MediaService GmbH Druck und Kommunikation

**Illustrations** : Susann Stefanizen, [www.susannstefanizen.de](http://www.susannstefanizen.de)

**Traduction et révision** : Anna Bodenez et Jayrôme C. Robinet pour  
lingua•trans•fair, [www.linguatransfair.de](http://www.linguatransfair.de)

**Composition/fabrication** : MediaService GmbH Druck und Kommunikation  
imprimé sur papier 100% recyclé Circle Offset Premium White



**ROSA LUXEMBURG STIFTUNG**

